



LES SOCIÉTÉS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES DANS LE CONTEXTE DE L'APRÈS-PANDÉMIE (2021-2022)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



CENTRO DE GESTIÓN DEL
CONOCIMIENTO



Colección Investigaciones CELAM

Président du CELAM

Mons. Miguel Cabrejos Vidarte, OFM
Archevêque de Trujillo, Pérou

1er Vice-président du CELAM

Card. Odilo Pedro Scherer
Archevêque de São Paulo, Brésil

2e Vice-président du CELAM

Card. Leopoldo José Brenes
Archevêque de Managua, Nicaragua

Président du Conseil des Affaires Économiques

Mons. Rogelio Cabrera López
Archevêque de Monterrey, Mexique

Secrétaire Général

Mons. Jorge Eduardo Lozano
Archevêque de San Juan de Cuyo, Argentine

Secrétaire Général Adjoint

Prêtre Pedro Brassesco
Diocèse de Gualeguaychú, Argentine

Directeur Centre de Gestion des Connaissances

Mg. Guillermo Sandoval Vásquez

Coordinateur d'études

Dr. Agustín Salvia

Rechercheur compilateur/auteur

Diplômé Enzo Rave
Observatoire de la dette sociale
Université Catholique Pontificale Argentine

Participants à l'étude

Équipes de recherche du
Réseau des observatoires de la dette sociale d'Amérique
Latine et des Caraïbes (Réseau ODSAL)
Organisation des universités catholiques d'Amérique latine
et des Caraïbes (Oducal)

Assistance technique

Mónica D'Amico
Observatoire de la dette sociale
Université Catholique Pontificale Argentine

Conseil du Centre de Gestion des Connaissances du CELAM

Card. Oscar Andrés Rodríguez (Coordinateur) • Mons. Jaime Calderón (coordinateur adjoint) • Mons. Jorge Eduardo Lozano • Mons. Pedro Ossandon • Mons. Pierre André Dumas • Mons. Jaime Mancera • Mons. José Dolores Grullón • Prêtre David Solano • Prêtre Enrique Quiroga • Prêtre Peter Hughes • Sœur Maricarmen Bracamonte • Dre. Walska Sanabria • Dre. María Clara Bingemar • Dr. Rodrigo Guerra • Dr. Adrián Arias • Dr. Juan Esteban Belderrain • Dr. Juan Carlos Nuñez

Équipe du Centre de Gestion des Connaissances

Mg. Guillermo Sandoval (Directeur) • Dr. Agustín Salvia (Coordinateur Domaine Observatoire Socio-Anthropologique Pastoral) • Mg. Francisco Campos (Coordination du domaine de connaissances partagées).

Avec les licences ecclésiastiques appropriées. Tous les droits sont réservés. Cette publication ne peut être reproduite en tout ou en partie par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite préalable du CELAM.

© Conseil Épiscopal Latino-Américain, CELAM

Carrera 5 N.º 118-31

Boite d'air 51086

Tél. : (571) 587 97 10

Fax : (571) 587 97 17

celam@celam.org

SOMMAIRE



Introduction.....	9
I. Situation économique	13
2. Situation sociale	15
2.1. Pauvreté et inégalité	15
2.2. Le marché du travail après la crise de 2020	17
2.3. Protection sociale.....	19
2.4. Développement humain	20
2.5. Alimentation	21
2.6. Éducation	24
2.7. Vers la fin de la pandémie de COVID-19 : contagions, décès et vaccination.	26
2.8. Enfance et adolescence	27
2.9. Migrants.....	28
2.10. Personnes âgées	29
3. Situation environnementale.....	30
3.1. Changement climatique et phénomènes associés	30
3.2. Protection juridique de l'environnement	31
4. Situation sociopolitique.....	32
5. Situation économique, sociale, environnementale et sociopolitique dans les sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes	36
5.1. Cône Sud	36
5.2. Pays bolivariens.....	39

5.3. Mexique et Amérique centrale	43
5.4. Caraïbes	47
6. Références	51

J'espère qu'en ce temps que nous avons à vivre, en reconnaissant la dignité de chaque personne humaine, nous pourrons raviver un désir mondial de fraternité. Entre tous : « Voici un beau secret pour rêver et faire de notre vie une belle aventure. Personne ne peut lutter contre la vie dans l'isolement. [...] Il faut une communauté qui nous soutienne, qui nous aide et dans laquelle nous nous aidions mutuellement à regarder vers l'avenir. Comme il est important de rêver ensemble ! [...] Seuls, il y a le risque d'avoir des mirages, dans lesquels vous voyez ce qui n'est pas là ; les rêves se construisent ensemble ». Rêvons comme une seule humanité, comme des marcheurs de la même chair humaine, comme des enfants de cette même terre qui nous abrite tous, chacun avec la richesse de sa foi ou de ses convictions, chacun avec sa propre voix, tous frères.

Lettre encyclique Fratelli Tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 8.

Le Vatican 2020

Avant-propos



Les résultats de la recherche qui sont reflétés dans ce résumé confirment une fois de plus la nécessité de changements structurels qui s'attaquent aux inégalités et aux exclusions qui ont historiquement affecté notre région et qui se sont encore accentuées pendant et après la pandémie de COVID-19.

Les données des organisations internationales et des centres d'études nous montrent l'aggravation des effets graves de la COVID. Il existe également des opinions optimistes concernant un certain niveau de reprise économique et d'emploi ; mais pas en termes de pauvreté, de précarité et d'informalité du travail. Cependant, il est évident que, si nous maintenons les structures actuelles, les inégalités et le rejet des personnes humaines continueront de s'aggraver, ainsi que les dommages causés à notre Maison Commune.

Discerner les signes des temps est la clé pour fonder solidement l'action pastorale de notre Église. Les connaissances expertes, ainsi que le sentiment du Peuple de Dieu au sein des racines de nos sociétés (comme celui exprimé dans le Temps d'écoute de l'Assemblée ecclésiale d'Amérique latine et des Caraïbes), sont très utiles pour cette tâche. Les deux se complètent et donnent des idées pour comprendre la réalité et agir en conséquence. En ce sens, le nouveau rapport que nous livre l'Observatoire Socio Anthropologique et Pastoral (OSAP) du Centre de Gestion des Connaissances du CELAM n'est pas qu'un apport technique de plus. Il a un soutien académique, analyse la réalité de l'Amérique latine et des Caraïbes dans une perspective croyante et intègre une réflexion théologique et pastorale.

Dans ce document, nous trouverons des données sur l'ampleur de la crise, mais en même temps sur la manière dont les États ont réagi, évitant que la catastrophe ne soit trois fois pire. Néanmoins, cette action n'a pas réussi à améliorer la quantité et la qualité des emplois et a augmenté l'inflation, aggravant l'insécurité alimentaire des plus pauvres. De même, il prévient que le financement de l'aide à la population accroît l'endettement de nos peuples. C'est un signe d'alerte, car cela signifie essentiellement que le coût de la pandémie sera financé par une plus grande pauvreté.

Nous craignons surtout de perdre, en pratique, une génération en termes de formation et d'intégration sociale. L'éducation a beaucoup souffert de l'impact de la COVID. Nous craignons également que la reprise de l'emploi soit plus lente que prévu et, semble-t-il, plus lente que la reprise de l'économie. Il n'y a pas de plus grande pauvreté que de ne pas avoir

de travail, nous a dit à juste titre le Pape François. Dans ce poste, les plus touchés sont les femmes et les jeunes.

Cela nous fait aussi mal qu'en matière de logement et de santé, les déficits soient loin d'être réduits. Preuve en est que, même si un peu plus de 8% de la population mondiale vit dans notre région, la contagion monte à 20% du total mondial, et les décès à 30% des décès dus à la COVID dans le monde. Nous sommes également préoccupés par la situation de la démocratie dans nos pays. La population perçoit d'importants déficits qu'il faut sérieusement combler.

Les perspectives pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2023 ne sont pas très encourageantes. S'il est vrai que chaque pays a sa propre réalité, beaucoup d'entre eux auront des défis similaires, par exemple, faire face aux effets désastreux de la pandémie, faire face aux effets des niveaux élevés d'inflation et à l'augmentation de la pauvreté, avec leurs corrélats en termes de violence, de migration et de crise de la représentation politique.

Tout cela nous amène à chercher de meilleures voies. Nous ne pouvons jamais oublier que Dieu continue toujours à créer, et pour ce faire aujourd'hui, il nous demande de mettre notre intelligence et nos mains en mouvement. L'engagement pour la justice et la solidarité est enraciné dans l'amour de Dieu et du prochain. Cet enseignement, lorsqu'il est pleinement accepté, a une conséquence très claire dans la dimension sociale de l'évangélisation.

En ce sens, nous présentons ce rapport avec l'espérance placée en Dieu et aussi en chacun de nos frères, sous la protection de Notre-Dame de Guadalupe.

P O Jorge Eduardo Lozano
Archevêque de San Juan de Cuyo, Argentine
Secrétaire Général du Celam

Introduction

Au milieu de la reprise de l'Amérique latine et des Caraïbes après la pandémie de COVID-19, la nécessité de poursuivre une croissance dynamique, inclusive et durable reste primordiale et de plus en plus urgente. Après un rebond de 6,9% en 2021, le Produit Intérieur Brut (PIB) régional devrait croître de 3% en 2022, un rythme plus élevé que prévu en raison de la hausse des prix des matières premières.

Cependant, l'incertitude mondiale découlant de la guerre en Ukraine, la hausse des taux d'intérêt dans les pays développés et les pressions inflationnistes persistantes affecteront les économies de la région. Des taux de croissance faibles de 1,6 % et 2,3 % sont prévus en 2023 et 2024. Pour consolider la reprise, promouvoir la croissance et réduire la pauvreté et les inégalités, les pays doivent continuer à investir dans les programmes sociaux et les infrastructures. Cela dit, ils peuvent améliorer l'efficacité des dépenses publiques et ainsi obtenir une augmentation de 4,4% du PIB en moyenne.

Le rapport Panorama social 2022 de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit que 201 millions de personnes (32,1% de la population totale de la région) vivent dans la pauvreté, dont 82 millions (13,1%) sont en extrême pauvreté. Malgré la légère baisse enregistrée en 2021, les projections indiquent que les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté sont restés en 2022 supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les niveaux projetés d'extrême pauvreté en 2022 représentent un recul d'un quart de siècle pour la région.

Mais l'incidence de la pauvreté est plus élevée dans certains groupes de population de la région : plus de 45 % de la population enfantine et adolescente vit dans la pauvreté, et le taux de pauvreté des femmes âgées de 20 à 59 ans est supérieur à la moyenne des hommes dans tous les pays. De même, la pauvreté est considérablement plus élevée dans la population autochtone ou d'ascendance africaine.

En effet, les séquelles de la crise du COVID-19 mettront des années à disparaître si les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ne prennent pas des mesures immédiates pour favoriser un processus de reprise. Avec l'extrême pauvreté à son plus haut niveau depuis des décennies, les défis de longue date en matière d'infrastructure, d'éducation, d'innovation et d'efficacité des dépenses doivent être relevés par des réformes politiques qui s'attaquent également

aux effets du changement climatique et tirent parti des énormes opportunités de croissance vers des économies plus durables.

Dans le domaine éducatif, depuis le début de la pandémie, les élèves de la région ont partiellement ou totalement perdu en moyenne les deux tiers des journées de cours en présentiel. Cela équivaut à une perte estimée à 1,5 an d'apprentissage et affecte le plus durement les plus jeunes et les plus vulnérables. L'Amérique latine et les Caraïbes ont subi la plus longue panne éducative au niveau international (en moyenne 70 semaines de fermeture d'écoles contre 41 semaines dans le reste du monde), exacerbant les inégalités préexistantes en matière d'accès, d'inclusion et de qualité. Dans cette période, l'une des principales limites à la continuité éducative était les inégalités d'accès à la connectivité, aux équipements et aux compétences numériques. En 2021, dans 8 des 12 pays de la région, plus de 60 % de la population pauvre de moins de 18 ans n'avaient pas de connectivité à domicile. C'est pourquoi il est urgent de s'attaquer à la crise silencieuse de l'éducation pour éviter le risque d'une génération perdue.

Si on n'agit pas maintenant, la CEPALC met en garde contre le risque de cicatrices permanentes dans les trajectoires éducatives et professionnelles des jeunes générations de la région. Par exemple, le pourcentage de jeunes âgés de 18 à 24 ans qui n'étudient ni ne travaillent contre rémunération est passé de 22,3 % en 2019 à 28,7 % en 2020, touchant particulièrement les jeunes femmes (36 % d'entre elles étaient dans cette situation, contre 22% d'hommes). À moyen terme, il faudra récupérer l'enseignement primaire pour compenser les années d'apprentissage perdues par des politiques de réinscription et de rétention des élèves ; nivellement des apprentissages ; hiérarchisation des compétences de base pour combler les lacunes en matière de connaissances ; la mise en œuvre de programmes pour atteindre les objectifs d'apprentissage et ; développement de la santé et du bien-être psychosocial et émotionnel des enseignants et des élèves.

Les coûts à long terme de la crise de la santé et de l'éducation doivent être pris en charge de toute urgence, à la fois pour réactiver la croissance et pour atténuer l'augmentation des inégalités. Quant à l'emploi, il a augmenté pour retrouver presque les niveaux d'avant la pandémie à la fin de 2021, après une baisse de 20 %. Mais la part du plein emploi formel a baissé de près de 5 points de pourcentage en raison de la forte croissance des emplois précaires et informels. En fait, bon nombre des nouveaux emplois, en particulier pour les femmes, se trouvent dans de petites entreprises souvent informelles. Parallèlement, le chômage projeté pour 2022 représente un recul de 22 ans, touchant particulièrement les femmes, pour lesquelles le chômage passe de 9,5% en 2019 à 11,6% en 2022.

Des opportunités peuvent se présenter dans le secteur industriel après des crises qui déclenchent une restructuration économique à grande échelle. Par exemple, même si le secteur

des services a été durement touché, l'accélération de la numérisation pourrait contribuer à stimuler des secteurs tels que les technologies de l'information, la finance et la logistique, qui à son tour peuvent améliorer la compétitivité du marché et accroître l'efficacité économique. Néanmoins, si les facteurs structurels ne sont pas pris en compte, une croissance faible et lente risque de se poursuivre et d'être insuffisante pour progresser dans la lutte contre la pauvreté et les tensions sociales.

La région est en train de subir les effets de plus en plus graves du changement climatique, qui a déjà causé d'importantes pertes économiques et sociales. Les ouragans, les inondations et les sécheresses sont de plus en plus fréquents, et on estime que 17 millions de personnes pourraient être contraintes de quitter leur domicile et près de 6 millions de tomber dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, principalement en raison du manque d'eau potable, ainsi que d'une exposition accrue à la chaleur excessive et aux inondations.

La croissance verte est une opportunité pour la région puisque l'Amérique latine et les Caraïbes ne contribuent qu'à hauteur de 8 % aux émissions mondiales de GES et possèdent d'énormes avantages comparatifs verts, qui peuvent être exploités pour de nouvelles industries et exportations. En outre, la région possède un énorme potentiel en électricité renouvelable – solaire, éolienne et géothermique – et un vaste capital naturel – eau, arbres, biodiversité – offrant le potentiel pour de nouvelles industries.

Les perspectives pour l'Amérique latine en 2023 ne sont pas très encourageantes. S'il est vrai que chaque pays a sa propre réalité, beaucoup d'entre eux auront des défis similaires, par exemple, faire face aux effets désastreux de la pandémie de COVID-19, aux niveaux élevés d'inflation, à l'augmentation de la pauvreté, à la violence, à la crise migratoire et de représentation politique, entre autres. Dans ce cadre, le plus grand défi pour l'Amérique latine sera d'atténuer l'effet des chocs économiques externes qui généreront des déséquilibres postpandémiques dans le monde entier. Ce scénario complexe accroît les difficultés des gouvernements à répondre aux problèmes des populations les plus vulnérables et pourrait générer une plus grande instabilité politique. Le manque de capacité de l'État se manifeste à la fois dans la faiblesse à faire face à l'avancée du crime organisé et dans l'incapacité à mettre en œuvre des politiques publiques ayant un impact significatif sur la vie des secteurs les plus nécessiteux.

Par ailleurs, dans le domaine politique, le principal défi auquel est confronté le continent est la menace contre la démocratie. C'est une crise très profonde, qui dépasse l'Amérique latine, mais qui se manifeste dans la région de manière très forte. La déconnexion des gouvernants avec les revendications des citoyens devient de plus en plus évidente, ce qui se manifeste dans le mécontentement croissant de la population à l'égard des gouvernants et des insti-

tutions et dans le vote pour punir les partis au pouvoir. Lors des 15 dernières élections, les partis au pouvoir, quelle que soit leur orientation politique, ont été défaits.

Les institutions manquent de légitimité, pas seulement les dirigeants ou les partis politiques. Les institutions sont remises en cause avec force. On se méfie non seulement des politiciens, mais aussi des législateurs, des juges, des médecins, des étudiants universitaires, de la presse. Cette crise de représentation laisse la porte ouverte à l'émergence de nouvelles figures populistes et autoritaires qui capitalisent sur le mécontentement citoyen pour gagner des adeptes.

En conclusion, nous sommes confrontés à une cascade de crises qui a exacerbé les inégalités et les carences de la région. L'heure n'est pas aux changements progressifs, mais aux politiques transformatrices. Des efforts intersectoriels de politique publique sont nécessaires pour lier l'offre éducative à la santé, au travail et à la protection sociale, et permettre la mise en place de mécanismes garantissant un niveau de bien-être et de revenus à une époque de volatilité et d'incertitude. Pour cela, il est indispensable de construire de nouveaux pactes sociaux accompagnés de contrats fiscaux pour avancer dans le renforcement de la démocratie, de la cohésion sociale et garantir la pérennité financière des systèmes de protection sociale dans la région. Les institutions sociales sont un facteur critique pour l'efficacité des politiques sociales et un élément transversal pour parvenir à un développement social inclusif.

1. Situation économique

- Selon les données les plus récentes de la Banque mondiale (2023), l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes a progressé de 6,8 % en 2021 (après la baisse de -6,2 % en 2020). En 2022, un ralentissement de cette croissance est estimé, qui serait de l'ordre de 3,6 %. Les projections pour les deux prochaines années ne montrent aucun signe de reprise satisfaisante, car cette tendance au ralentissement devrait se poursuivre avec 1,3 % pour 2023 et 2,4 % pour 2024. ¹
- Selon l'OIT (2022a), la guerre en Europe produit des effets négatifs pour l'Amérique latine et les Caraïbes. D'une part, il génère un impact direct sur l'augmentation des prix des denrées alimentaires et des hydrocarbures – puisque la Russie et l'Ukraine sont des exportateurs de céréales et que la première a une part élevée de la production mondiale de carburant –. Il s'agit du plus important choc de prix depuis les années 1970. Dans les économies émergentes et en développement, le nombre de ménages à faible revenu est important, de sorte que la hausse de ces prix est directement corrélée à l'augmentation de la valeur du panier de base, donnant lieu à un effet distributif-régressif, mis en évidence par la baisse du PIB par habitant.
- L'impact indirect de la guerre est évident dans la détérioration générale de l'économie mondiale et les changements dans les termes de l'échange. De ce fait, l'offre de devises provenant du commerce est plus faible et, ajouté au contexte international turbulent, l'accès au financement extérieur est également difficile. En conséquence, les gouvernements disposent de moins d'outils pour gérer leurs économies.
- Le commerce international a également été affecté par la guerre russo-ukrainienne. Avant le conflit, l'OMC (2022) prévoyait une croissance de 4,7 %, après avoir déclaré que la projection était tombée à 3 %. À cela s'ajoutent l'interruption des voies maritimes et/ou des sanctions économiques entre les pays, ce qui renchérit le coût du transport de la nourriture et du carburant. De ce fait, une augmentation de 55% est estimée par rapport à 2021 de la valeur des produits énergétiques et de 15% de la production agricole. Ce

¹ En 2021, l'économie mondiale a augmenté de plus de 6 %. La projection pour 2022 était de 4,4 %, mais l'invasion russe de l'Ukraine en février de cette année n'a fait qu'exacerber les problèmes existants. Actuellement, la projection de croissance économique mondiale est de 3,1 % (FMI, 2022).

changement a généré des impacts différés selon le type de production à exporter et à importer par pays.

- Pour les pays de la région qui exportent des hydrocarbures, il y a un avantage de 17%, cela comprend la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Venezuela, la Guyane et le Suriname. En contrepartie, on peut observer que les pays importateurs d'énergie paieront les coûts de l'augmentation, les économies d'Amérique centrale et des Caraïbes étant les plus touchées (CEPALC, 2022b).

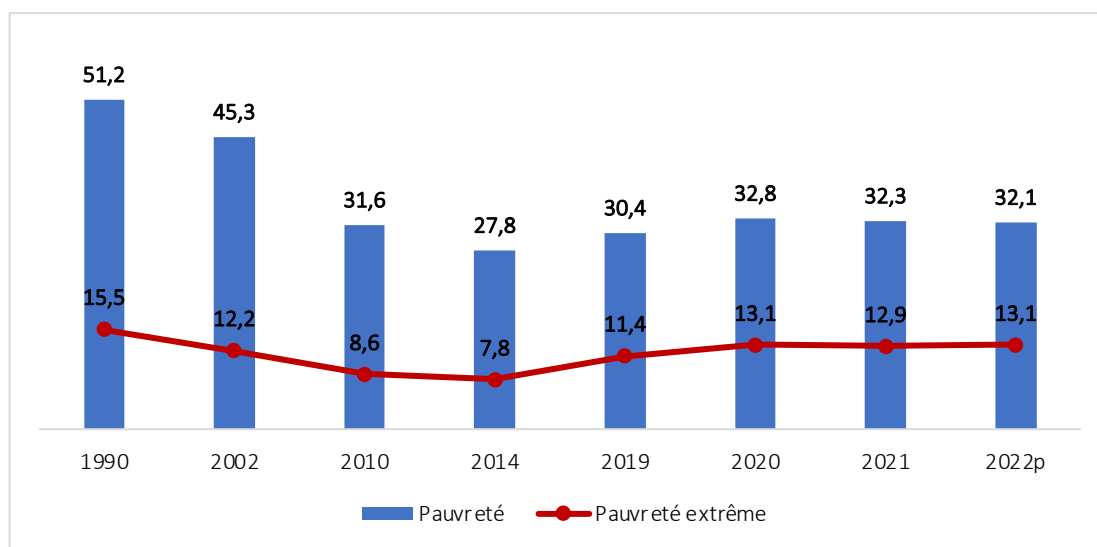
2. Situation sociale

2.1. Pauvreté et inégalité

- Malgré le fait que la relance économique de 2021 a aidé de nombreux ménages à surmonter la pauvreté monétaire, les données de la CEPALC (2022c) pour les deux dernières années et les projections pour 2022 publiées en novembre ne sont pas encourageantes : actuellement plus d'un tiers de la population d'Amérique latine et les Caraïbes est pauvre et l'incidence de l'extrême pauvreté atteint des valeurs qui n'étaient pas enregistrées il y a 20 ans.
- En termes de population, cela signifie qu'environ 201 millions de personnes n'avaient pas un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins essentiels et que, parmi celles-ci, plus de 80 millions de personnes n'avaient même pas les ressources nécessaires pour acheter un panier alimentaire de base. Ces chiffres impliquent, par rapport à 2019, que 15 millions de personnes supplémentaires seront en situation de pauvreté et 12 millions de personnes supplémentaires en situation d'extrême pauvreté.
- On dispose de projections de la pauvreté par pays publiées par la CEPALC (2022b), dénotant pour 2022 une aggravation des tendances observées en 2021, avec une incidence plus élevée de pauvreté et/ou stagnation dans sa réduction. Selon ces projections, seule la Bolivie, Le Guatemala, le Panama, la République dominicaine et l'Uruguay clôtureraient l'année 2022 avec des chiffres de pauvreté inférieurs à ceux de 2021 (avec des différences pourcentages inférieurs à un point).
- Les pays avec la plus forte incidence de pauvreté en 2022 seraient le Honduras (56,3%), Guatemala (49,5%), Nicaragua (46%), Colombie (38%), Mexique (36,2%) et Bolivie (30,3%). En revanche, l'Argentine, l'Équateur, le Salvador et le Pérou enregistreraient des niveaux de pauvreté entre 25% et 30%, tandis que Le Paraguay, le Brésil, le Costa Rica et le Panama auraient des chiffres compris entre 20% et 23%. Les trois pays où l'incidence de la pauvreté est la plus faible seraient République dominicaine (18,6%), Chili (8,9%) et Uruguay (4%). Il convient de noter que ces projections envisagent un scénario de base de l'inflation, donc la situation pourrait être plus grave si les hausses de prix dépassent les prévisions (CEPALC, 2022b).

- En termes de variation sur un an (2021-2022), la Colombie, le Mexique, Le Paraguay et le Brésil connaîtront un net recul dans la lutte contre pauvreté étant donné que, si l'inflation se comporte conformément aux prévisions, la pauvreté augmenterait de 1,7 point de pourcentage en Colombie, de 1,3 point points de pourcentage au Mexique, 1,2 point de pourcentage au Paraguay et 1,1 points de pourcentage au Brésil (CEPALC, 2022b).
- En ce qui concerne les inégalités, les calculs de la CEPALC (2022c) pour l'indice de Gini dans la région montrent une stagnation de la réduction des inégalités à partir de 2017 – après avoir observé une baisse constante depuis 2002 –. La région n'enregistre actuellement pas d'améliorations significatives de la répartition des revenus.

Graphique I. Taux de pauvreté et d'extrême pauvreté pour l'Amérique latine et les Caraïbes (18 pays*). 1990-2022. En pourcentage de la population.



Source : Élaboration propre basée sur les données calculées par la CEPALC (2022c).

* Moyenne pondérée des pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Équateur, le Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela.

p : correspond aux projections.

Tableau. Projections de la pauvreté totale 2021-2022.
En pourcentage de la population.

	2021	2022 (scénario de base)	2022 (scénario de base + 2 p.p. inflation supplémentaire)
Argentine	29.5	29.6	30.2
Bolivie	31.2	30.3	30.7
Brésil	21.4	22.5	23
Chili	8.7	8.9	9.2
Colombie	36.3	38	39.2
Costa Rica	21.1	21.2	22.3
Équateur	29.7	29.4	30.3
le Salvador	26.4	26.5	27.4
Guatemala	49.6	49.5	50.5
Honduras	56.2	56.3	57.3
Mexique	34.9	36.2	37.2
Nicaragua	45.3	46	46.8
Panama	21.6	20.8	21.2
Paraguay	21.8	23	23.4
Pérou	25.1	25.5	26.1
République dominicaine	19.2	18.6	19.3
Uruguay	4.3	4	4.4

Source : Élaboration propre basée sur les projections calculées par la CEPALC (2022b).
*2,0 points de pourcentage supplémentaires aux anticipations d'inflation correspondant à l'IT 2022.

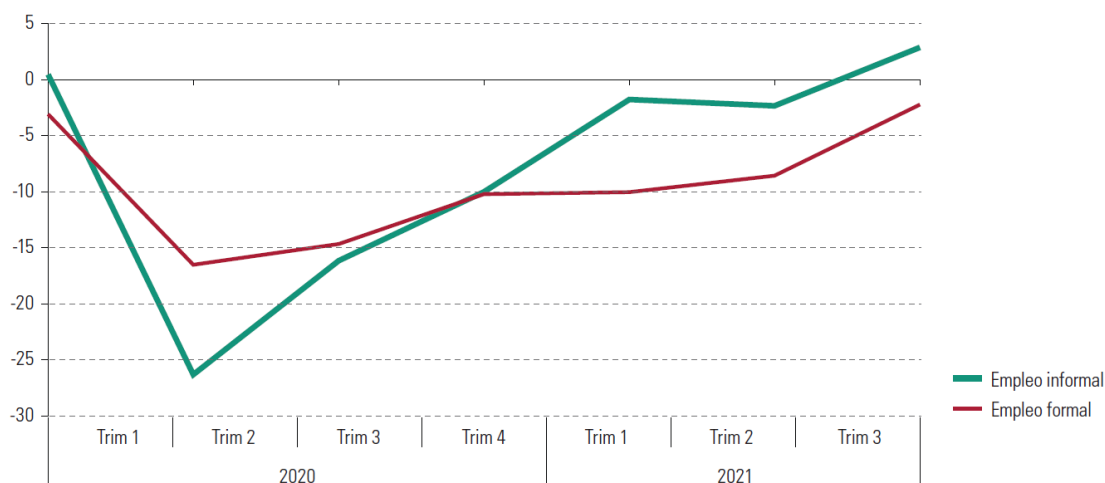
2.2. Le marché du travail après la crise de 2020

- Selon l'OIT (2022b), l'Amérique latine et les Caraïbes ont été la région la plus touchée par les effets récessifs de la pandémie, non seulement en raison des niveaux élevés de contagions et de mortalité, mais aussi en termes économiques. On estime qu'en 2020, le PIB de l'Amérique latine a chuté de 7,5% et plus de 36 millions d'emplois ont été perdus.
- L'Amérique latine et les Caraïbes ne sont pas étrangères aux tendances mondiales autour de la crise du marché du travail : bien que des améliorations soient observées dans les

taux de participation, d'emploi et de chômage, les projections pour 2023 montrent un processus de reprise lent, où le chômage serait d'environ 8,8 %.

- L'une des principales caractéristiques de l'Amérique latine est la précarité de l'emploi, attestée par l'incapacité du marché du travail à absorber la main-d'œuvre du secteur formel, ce qui conduit les gens à exercer des emplois informels ou démunis afin d'obtenir des revenus et de survivre. Selon l'OIT (2022b), en 2021, 1 personne occupée sur 2 dans la région était dans des conditions informelles, ce qui explique la persistance de ce problème structurel.
- Pendant 2020, l'informalité a influencé l'aggravation de la crise due à la pandémie de COVID-19. Contrairement aux crises précédentes – où les personnes qui ont perdu leur emploi ont été recrutées par le secteur informel –, l'année 2020 a laissé des niveaux d'inactivité plus élevés, puisque les personnes licenciées ainsi que les travailleurs indépendants ont quitté la population active. Cependant, entre le 3^{ème} trimestre 2020 et le 1^{er} trimestre 2022, la reprise du travail dans la région a été tirée par une augmentation significative de l'emploi informel, qui a augmenté entre 50% et 80% (OIT, 2022b).
- L'OIT (2022b) prévient également que le taux d'informalité du travail continuera de croître en Amérique latine et dans les Caraïbes tant que les emplois formels n'augmenteront pas. Cette situation est critique compte tenu du contexte actuel d'incertitude, de peu d'anticipations de croissance économique et de la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation. En ce sens, ces perspectives économiques ont plus intensément affecté les revenus des personnes qui travaillent dans le secteur informel.
- D'autre part, selon dernières données publiées par la CEPALC (2022c), on peut noter les écarts entre les genres au niveau du marché du travail, tant dans le scénario de crise 2020 que dans le processus de relance 2021-22. Alors qu'en 2019 l'écart entre le taux de chômage des hommes et des femmes était de 2,7 points de pourcentage, les projections pour 2022 indiqueraient que cet écart a augmenté de 3,8 points de pourcentage.
- De même, les taux de participation projetés par la CEPALC montrent également que la population active ne retrouverait toujours pas les niveaux de 2019. Dans ce cas, la projection de 2022 pour le taux de participation féminine était de 51,1 %, tandis que le taux de participation masculine était de 74,9 %.

Graphique 2. Évolution du nombre de travailleurs (formels et informels) par rapport à 2019. Améri- que latine et Caraïbes (10 pays*). En pourcentage de variation.



Source : CEPALC (2022c). *Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Costa Rica, Équateur, Mexique, Pérou, République dominicaine et Uruguay.

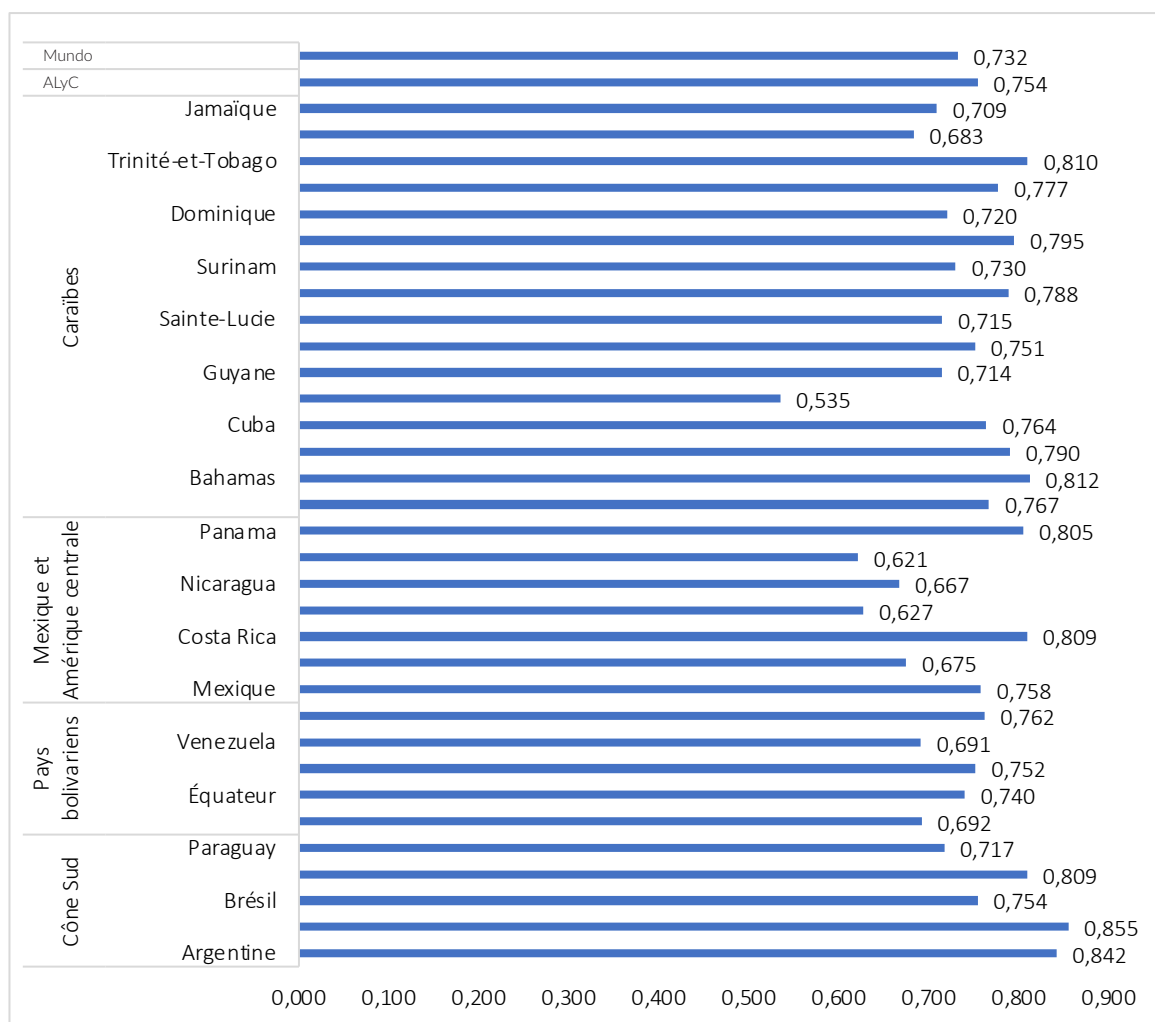
2.3. Protection sociale

- En tenant compte des données les plus récentes de l'OIT (2021) sur la protection sociale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, 56,3 % de la population était couverte en 2020 par au moins une prestation de protection sociale (ce pourcentage est supérieur à la moyenne mondiale, ce qui est de 46,9 %).
- Bien que la région soit loin de garantir une couverture de protection sociale universelle, un pourcentage important de personnes est couvert par des prestations liées à la vieillesse (75,4 %) ou aux soins de santé (75,4 %). Il n'en va pas de même pour les indemnités d'accident du travail, de vulnérabilité et de maternité (elles ne dépassent en aucun cas 40 %).
- Selon la CEPALC (2022c), l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré un niveau historique d'investissement dans les dépenses sociales en 2020 qui a atteint en moyenne 13,8 % du PIB. Actuellement, les dépenses se maintiennent à des niveaux supérieurs à ceux observés avant la pandémie, mais une tendance à la baisse commence à s'enregistrer, puisqu'en 2021 elles se situaient autour de 13 % du PIB. En général, cette baisse des dépenses coïncide avec la non-poursuite des programmes de soutien et des transferts d'urgence qui ont été mis en place en 2020.

2.4. Développement humain

- *L'Indice de Développement Humain (IDH)* préparé par le PNUD se détériore globalement depuis deux ans, après 5 années consécutives d'améliorations au niveau agrégé. L'IDH est configuré comme un outil qui complète les mesures de la pauvreté monétaire lorsqu'il s'agit de prendre en compte les conditions de vie des personnes, puisqu'il comprend trois dimensions dans sa composition : une vie longue et en bonne santé (espérance de vie à la naissance), les connaissances (années de scolarisation attendues/atteintes) et un niveau de vie décent (PNB par habitant).
- Les calculs de l'IDH pour 2021 (PNUD, 2022) ont donné un score moyen de 0,754 pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ce résultat indique que la région a un développement humain élevé et la place au-dessus de la moyenne mondiale. Néanmoins, comme dans le reste du monde, la performance régionale de l'IDH se détériore depuis deux ans, ce qui montre que la région n'a pas réussi à retrouver les niveaux de développement humain atteints jusqu'au début de la pandémie.
- Bien que le score IDH régional pour 2021 indique que la région a un développement humain élevé, cette moyenne cache différentes situations particulières. Dans ce sens, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Panama et le Costa Rica se distinguent comme des pays à développement humain très élevé (avec des scores supérieurs à 0,800).
- D'autre part, il existe un groupe de pays à développement humain moyen (avec des scores compris entre 0,550 et 0,699), à savoir le Belize, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua, le Venezuela et la Bolivie. Haïti est le seul pays d'Amérique latine et des Caraïbes à faible développement humain.

Graphique 3. Scores IDH des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. 2021.



Source : Élaboration propre basée sur le PNUD (2022).

2.5. Alimentation

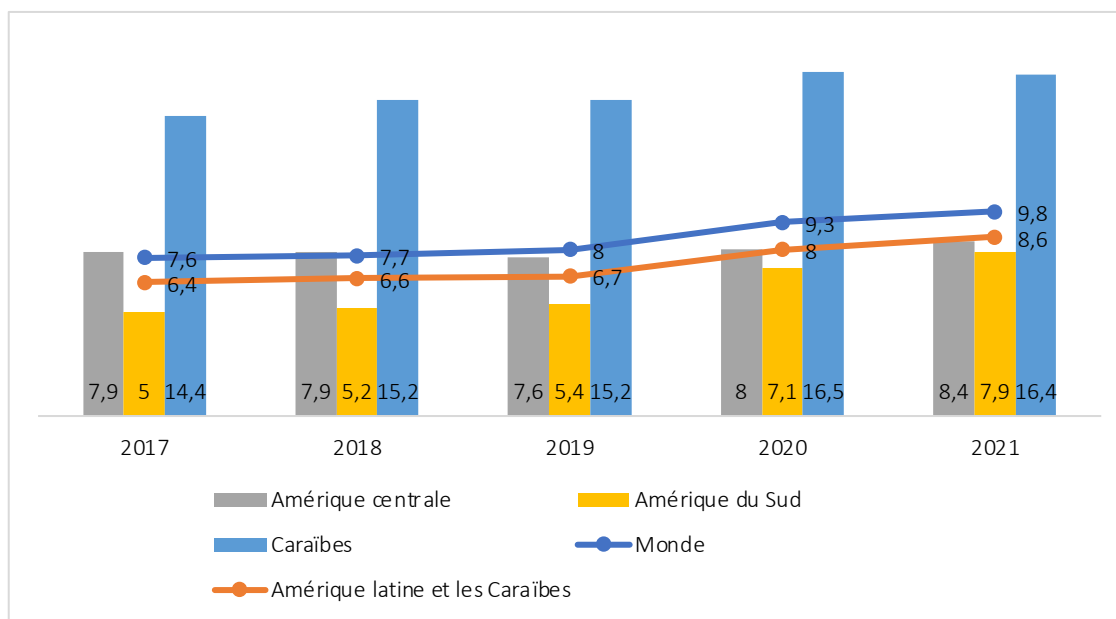
- Si l'on considère les estimations mondiales de la FAO (2022), près de 3,1 milliards de personnes ne pourraient pas s'offrir une alimentation saine en 2020, ce qui représente une augmentation de 112 millions de personnes supplémentaires par rapport à 2019. Malgré les espoirs placés dans la reprise économique, la faim dans le monde a même augmenté plus en 2021. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la sous-alimentation² est passée de

2 La sous-alimentation est définie comme l'état d'un individu dont la consommation habituelle de nourriture est insuffisante pour fournir la quantité d'énergie alimentaire nécessaire pour mener une vie normale, active et saine. Elle est mesurée en tenant compte de la prévalence (pourcentage) d'individus dans la population vivant dans des ménages où au moins un adulte souffre d'insécurité alimentaire (FAO, 2022).

6,7 % en 2019 à 8,6 % en 2021. Ce dernier chiffre indique que 56,5 millions de personnes étaient touchées par la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes.

- Dans le cas d'une insécurité alimentaire sévère ou modérée³, on peut noter que les valeurs pour l'Amérique latine et les Caraïbes sont supérieures aux moyennes mondiales. En 2021, l'insécurité alimentaire sévère ou modérée a atteint 4 personnes sur 10 dans la région, ce qui se traduit par 239,7 millions de personnes qui ont connu un manque d'accès à la nourriture dans la région (60 millions de personnes de plus par rapport à 2019).
- Le bilan de l'insécurité alimentaire sévère montre que, bien que l'Amérique latine et les Caraïbes aient des valeurs similaires à celles du monde, à partir de 2020 un fossé s'est ouvert. En 2021, 14,2 % de la population de la région souffraient des formes les plus graves d'insécurité alimentaire, contre 11,7 % dans le monde. En termes absolus, cela implique que plus de 80 millions de personnes ont connu une insécurité alimentaire sévère dans la région en 2021 (31 millions de plus par rapport à 2019).

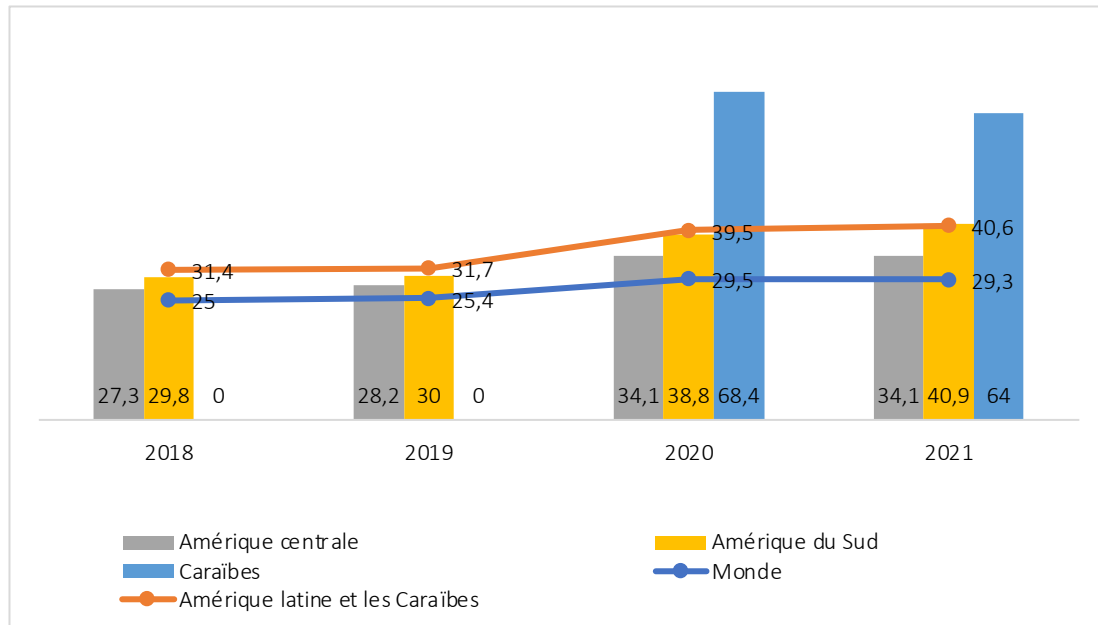
Graphique 4. Prévalence de la malnutrition. Monde et régions d'Amérique latine et des Caraïbes. 2017-2021. En pourcentages.



Source : Élaboration propre basée sur les données de la FAO (2022).

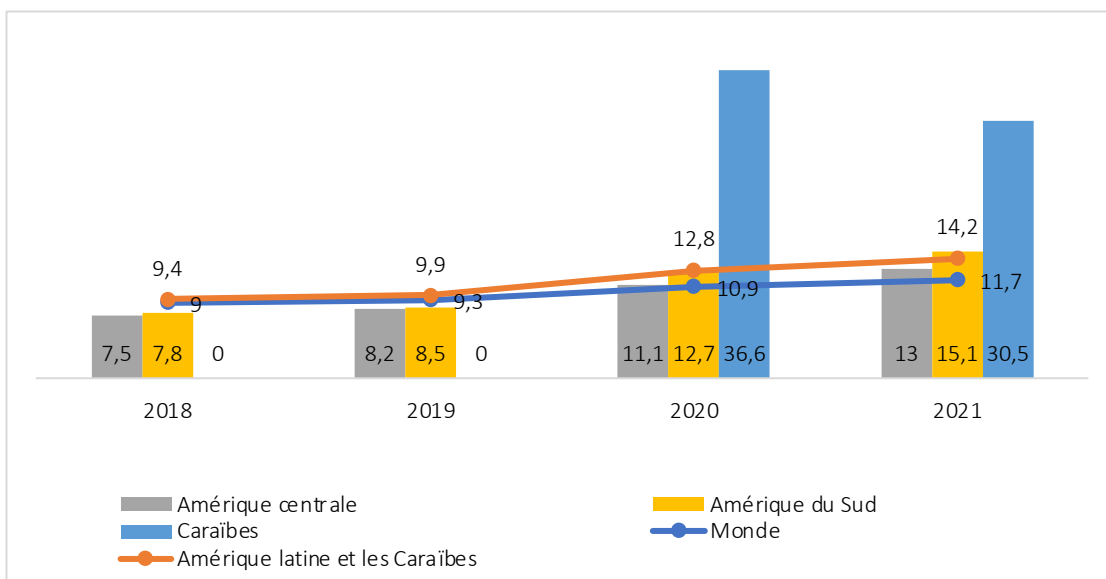
3 L'insécurité alimentaire fait référence à un accès limité à la nourriture, au niveau de l'individu ou familial, en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources. La gravité de l'insécurité alimentaire est estimée à l'aide des données recueillies avec le module d'enquête FIES (Food Insecurity Experience Scale), un ensemble de huit questions demandant aux répondants de signaler les conditions et les expériences normalement liées au manque d'accès à la nourriture (FAO, 2022).

Graphique 5. Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère ou modérée. Monde et régions d'Amérique latine et des Caraïbes. 2018-2021. En pourcentages.



Source : Élaboration propre basée sur les données de la FAO (2022).

Graphique 6. Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère. Monde et régions d'Amérique latine et des Caraïbes. 2018-2021. En pourcentages.



Source : Élaboration propre basée sur les données de la FAO (2022).

2.6. Éducation

- Malgré les avancées des dernières décennies en matière d'accès et d'inclusion à l'éducation à tous les niveaux, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, les pays de la région traînaient de lourdes dettes en termes d'égalité et de qualité avant la crise provoquée par la pandémie, qui rendait déjà difficile atteindre les cibles de l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4 d'ici 2030.
- En 2021, les dépenses d'éducation ont atteint 4,1 % du PIB (30,5 % des dépenses sociales totales) en Amérique latine et dans les Caraïbes. Bien que les dépenses publiques moyennes d'éducation dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) aient atteint en 2019 4,9 % du PIB, un chiffre légèrement supérieur à celui de la région (4 % du PIB en 2019), les dépenses d'éducation par niveau d'éducation est de 6 fois le montant par élève en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le pré-primaire, 5,7 fois dans le primaire, 5,3 fois dans le secondaire et 6,1 fois dans l'enseignement supérieur.
- Depuis le début de la pandémie, les élèves de la région ont partiellement ou totalement perdu en moyenne les deux tiers des journées de cours en présentiel. Cela équivaut à une perte estimée à 1,5 an d'apprentissage et affecte le plus durement les plus jeunes et les plus vulnérables. L'Amérique latine et les Caraïbes ont subi la plus longue panne éducative au niveau international (en moyenne 70 semaines de fermeture d'écoles contre 41 semaines dans le reste du monde), exacerbant les inégalités préexistantes en matière d'accès, d'inclusion et de qualité.
- Pendant la pandémie, l'une des principales limites à la continuité éducative était les inégalités d'accès à la connectivité, aux équipements et aux compétences numériques. En 2021, dans 8 des 12 pays de la région, plus de 60 % de la population pauvre de moins de 18 ans n'avaient pas de connectivité à domicile. Selon la CEPALC (2022c), le pourcentage de jeunes âgés de 18 à 24 ans qui n'étudient ni ne travaillent contre rémunération est passé de 22,3 % en 2019 à 28,7 % en 2020, touchant particulièrement les jeunes femmes (36 % des femmes étaient dans cette situation, contre 22 % des hommes).
- D'autre part, bien qu'il y ait une forte participation des femmes à tous les niveaux d'éducation, des écarts importants entre les genres persistent en termes de performances et de domaines de formation. En moyenne, les élèves de sexe féminin ont de moins bons résultats en mathématiques et en sciences au cours de l'enseignement de base, des disparités qui se creusent dans les quartiles de revenu les plus bas. De même, dans la plupart

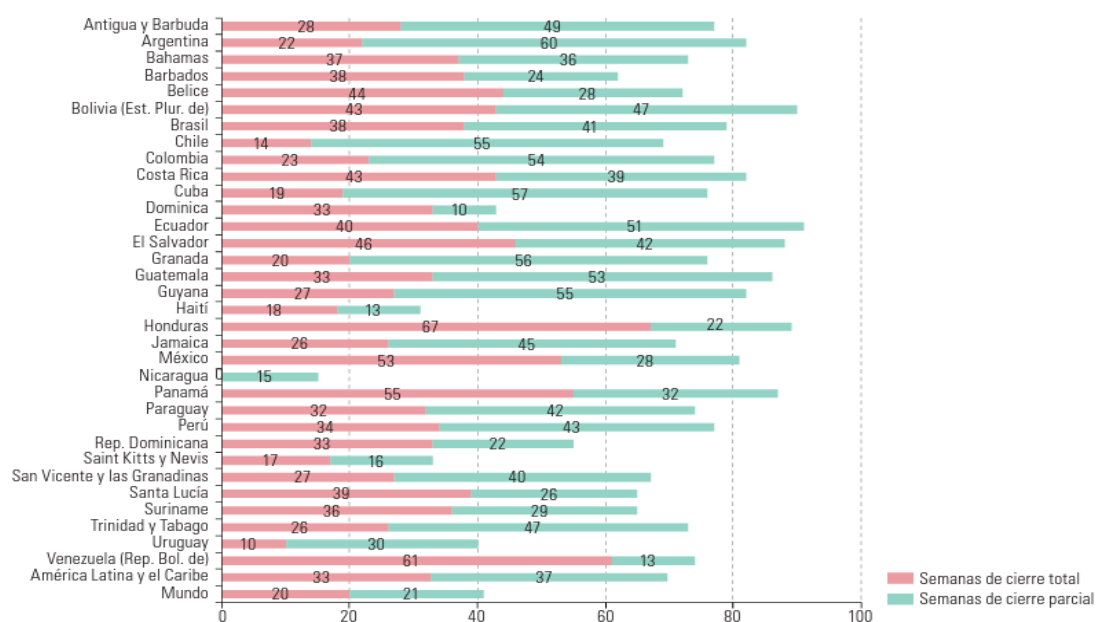
des pays de la région, la proportion de femmes diplômées dans les carrières STEM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques) ne dépasse pas 40 %.

- Selon la CEPALC (2022c), l'intérêt des jeunes femmes pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques est influencé par des facteurs tels que le niveau d'instruction et la profession des parents, le niveau socio-économique du foyer et l'influence des pairs féminins et des médias. À son tour, le fardeau du travail domestique et des tâches non rémunérées qui incombent principalement aux étudiantes, en particulier dans le cas de celles appartenant aux couches à faible revenu, constituent un obstacle tout au long de la vie des femmes, tant dans leur trajectoire scolaire que professionnelle. Cette charge limite également le temps qu'elles peuvent consacrer à des activités d'apprentissage continu, à explorer le cyberspace et à acquérir de nouvelles compétences numériques qui motivent l'accès aux carrières STEM (Vaca-Trigo et Valenzuela, 2022).

Graphique 7. Fermeture totale et partielle des établissements d'enseignement primaire et secondaire. Pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Février 2020-Mars 2022. en nombre de semaines.

Gráfico II.1

América Latina y el Caribe (33 países) y mundo: cierre total o parcial de establecimientos de educación primaria y secundaria, febrero de 2020 a marzo de 2022 (En número de semanas)



Fuente: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), sobre la base de Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO), Respuesta Educativa COVID-19 (base de datos en línea) <https://covid19.uis.unesco.org/data/>; M Huepe, A. Palma y D. Trucco, "Educación en tiempos de pandemia: una oportunidad para transformar los sistemas educativos en América Latina y el Caribe", serie Políticas Sociales, N° 243 (LC/TS.2022/149), Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 2022.

Source : CEPALC (2022c).

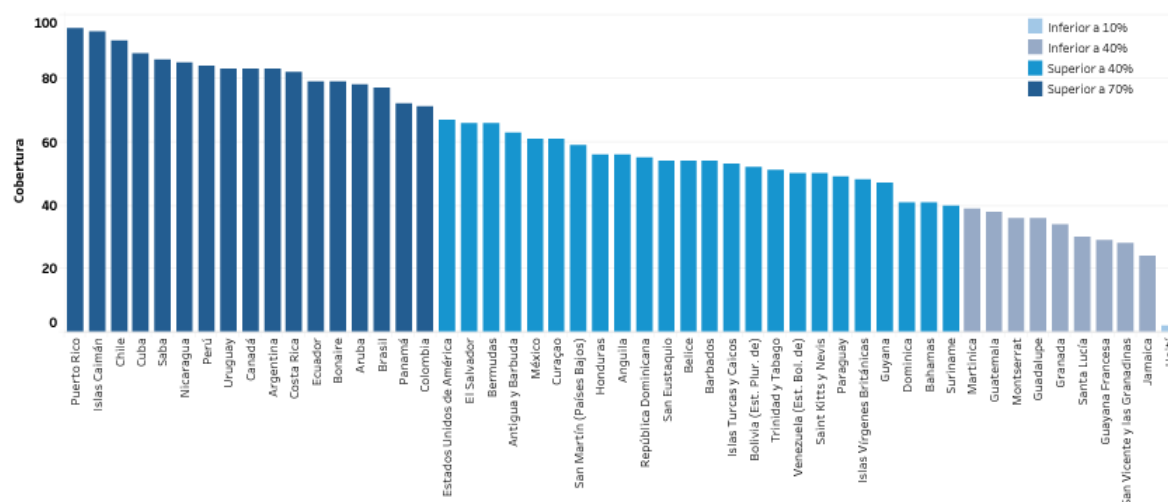
2.7. Vers la fin de la pandémie de COVID-19 : contagions, décès et vaccination.

- Les tendances épidémiologiques de 2022 montrent des signes de ralentissement des niveaux de contagion de la COVID-19 et une baisse marquée du nombre de décès. Après les processus de vaccination de 2021, les preuves indiqueraient que l'immunisation de masse était essentielle pour réduire les effets négatifs du virus.
- Selon les données de l'OMS⁴ actualisées à décembre 2022, le bilan mondial de la pandémie est de 643 875 406 cas confirmés de COVID-19 et 6 630 082 décès. Le continent américain est la deuxième région du monde avec le plus d'infections et détient le record de décès dus à la COVID-19, avec 2 876 420 personnes décédées. Sur ce total, 60 % correspondent à l'Amérique latine et aux Caraïbes (1 781 009). Environ 3 décès sur 10 dus à la COVID-19 sont survenus en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui place la région parmi les plus durement touchées par la mortalité due au virus.
- Le nombre élevé de décès en Amérique latine et dans les Caraïbes s'explique, dans une large mesure, par l'incidence de comorbidités ou de maladies chroniques dans la population de la région, parmi lesquelles figurent les maladies cardiovasculaires, rénales, respiratoires, le diabète, l'obésité et l'hypertension. La population atteinte de ce type de maladie était la plus susceptible d'avoir des symptômes graves dus à la COVID-19, par rapport à ceux qui n'avaient pas de comorbidités (PAHO, 2021).
- À son tour, il convient de noter l'incapacité des systèmes de santé latino-américains à répondre à la demande de services que la pandémie a impliquée, principalement en termes de disponibilité de lits dans les unités de soins intensifs et de manque de fournitures essentielles telles que les respirateurs artificiels et l'oxygène. À cela s'ajoute l'inégalité d'accès aux vaccins, qui s'étend sur pratiquement toute l'année 2021.
- Selon les données de l'OPS (2022), en 2021, il n'y avait pas d'accès équitable au vaccin COVID-19. Le processus de vaccination était très hétérogène en Amérique latine et dans les Caraïbes en raison de l'offre limitée de vaccins résultant de la production et des achats anticipés par les pays à revenu élevé.
- Les données pour les Amériques actualisées à septembre 2022 montrent que 69,4% de la population des pays de la région avaient terminé leur calendrier de vaccination contre la COVID-19. Seuls 17 pays avaient atteint l'objectif de 70 % de couverture vaccinale,

4 Voir OMS (COVID-19 Dashboard): <https://covid19.who.int/>

tandis que 24 pays dépassaient 40 % de couverture. 10 pays étaient encore en dessous de 40 % et un en dessous de 10 %.

Graphique 8. Couverture du calendrier vaccinal complet -deux doses- contre la COVID-19 dans les Amériques (mise à jour au 10 septembre 2022). En pourcentages.



Source : OPS (2022).

2.8. Enfance et adolescence

- Compte tenu de la vulnérabilité particulière des enfants et des adolescents, on estime que les ménages avec présence d'enfants auront plus de difficultés à se remettre des conséquences de la pandémie. Ceci est confirmé par les données actuelles de l'UNICEF (2022) pour l'Amérique latine et les Caraïbes⁵.
- En principe, les ménages avec enfants de la région sont généralement plus vulnérables aux effets inflationnistes de l'après-pandémie. Par exemple, alors que 17% des ménages sans enfants ne couvrent pas les besoins essentiels avec leurs revenus pendant plus de deux semaines, cela revient à 31% dans des ménages avec enfants. Et sur le plan alimentaire, si 26% des ménages sans enfants doivent réduire leurs portions alimentaires pour des raisons économiques, cela monte à 50% dans les ménages avec enfants de la région.

5 Il s'agit de données recueillies entre novembre 2021 et mars 2022 grâce à une enquête téléphonique réalisée par l'UNICEF dans 12 pays d'Amérique latine (Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, le Salvador, Guatemala, Honduras, Panama, Paraguay, Pérou et Uruguay) et les Caraïbes orientales.

- Les informations de la CEPALC (2022c) indiquent que, alors que la pauvreté totale en Amérique latine et dans les Caraïbes était d'environ 32 % en 2021, la pauvreté chez les enfants et les adolescents atteignait 45 %. On estime que cela représente environ 81 millions d'enfants et d'adolescents, dont 35 millions seraient en situation d'extrême pauvreté.
- Lors de l'analyse des taux de mortalité infantile dans la région, des progrès peuvent être réalisés en termes de réduction. Alors que le taux régional était de 14,2 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2019, en 2022, il est tombé à 13,1 décès pour 1 000 naissances vivantes. Si les taux sont analysés par sous-région, la tendance à la réduction de la mortalité infantile dans la plupart des pays se confirme.
- Le travail des enfants les prive de profiter et de vivre dignement leur enfance, ce qui nuit à leur bon développement physique et psychologique. L'UNICEF et l'OIT (2021) ont averti que, si des mesures ne sont pas prises pour atténuer le travail des enfants, en raison de la pandémie de COVID-19, 2022 pourrait se retrouver avec un solde de 168,9 millions d'enfants (âgés de 5 à 17 ans) dans cette situation, 8,9 millions de plus que le chiffre affiché en 2020.

2.9. Migrants

- Selon les estimations de la BID et de l'OCDE (2021), le nombre de migrants internationaux qui réside en Amérique latine et dans les Caraïbes a augmenté de 50 %, passant de 8,4 millions à 12,8 millions entre 2015 et 2019. Cette dynamique s'est accompagnée d'un changement dans la nature des migrations de la région, puisque traditionnellement les flux consistaient en une émigration vers les pays développés et/ou hors de l'Amérique latine et des Caraïbes.
- Actuellement, les données montrent une tendance des mouvements migratoires intrarégionaux. Ce changement est directement lié à la détérioration de la situation socio-économique au Venezuela, c'est pourquoi des millions de Vénézuéliens se sont éloignés de la recherche d'opportunités de vie meilleures – et environ 80% de ces migrants se sont installés dans des pays d'Amérique latine et des Caraïbes –.
- Entre 2015 et 2019 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5 404 088 permis ont été délivrés aux citoyens de la région. Sur ce total, plus de 40 % ont été accordés à des Vénézuéliens, 10 % à des Colombiens, 8 % à des Boliviens, 8 % à des Péruviens et 7 % à des Haïtiens.

2.10. Personnes âgées

- Selon la BID (2022), l'Amérique latine et les Caraïbes ont réussi à augmenter l'espérance de vie à 75 ans en 2021. Bien que les pires moments de la pandémie de COVID-19 aient été caractérisés en affectant – en termes de mortalité accrue – les personnes âgées, on estime que cela n'affectera pas les tendances démographiques de la région à moyen et long terme.
- L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région du monde qui vieillit le plus rapidement : d'ici 2085, on s'attend à ce qu'elle soit la première région du monde où 1 personne sur 3 aura plus de 65 ans. Compte tenu des projections de l'ONU (2019), l'Amérique latine et les Caraïbes mettront moins de 30 ans pour faire passer le pourcentage de personnes âgées de 10 % à 20 % de la population (en Europe, cette transition a pris 56 ans). Dans cette ligne, un défi se présente aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes puisqu'ils devront repenser les stratégies socio-économiques pour répondre à ce processus de vieillissement.
- Dans ce cadre, la BID (2022) a publié les résultats de l'Indice de qualité de vie des personnes âgées (nombre d'années qu'une personne de 65 ans peut espérer vivre en bonne santé et sans pauvreté), qui permettent de prendre connaissance de la situation où se trouvent les personnes âgées de la région. Au niveau agrégé, une amélioration se remarque : en 2000, une personne âgée de 65 ans ou plus pouvait espérer vivre 7,1 ans en bonne santé et sans pauvreté, ce chiffre passant à 9,7 ans en 2019.

3. Situation environnementale

3.1. Changement climatique et phénomènes associés

- Le taux d'augmentation de la température a doublé au niveau régional, puisqu'entre 1961-1990 l'augmentation était de 0,1°C par décennie, qui a augmenté à 0,2°C par décennie entre 1991-2021.
- En ce qui concerne la préservation des glaciers – qui sont directement affectés par l'augmentation des températures – des données récentes indiqueraient que les masses de glace dans la zone tropicale des Andes ont été réduites entre 25% et 50% depuis la décennie de 1950 à nos jours. Alors que les glaciers des Andes tropicales ont perdu environ -0,95 m d'équivalent en eau par an entre 1990 et 2020, les glaciers des Andes sèches et des Andes méridionales ont perdu respectivement -0,72 m et -0,56 m. Selon l'OMM (2022), ces données représentent les taux de perte de masses de glace les plus élevés au monde, avec un manque conséquent d'eau douce pour les populations et les écosystèmes andins.
- Dans le même sens, il convient de noter qu'au cours des trois dernières décennies (1993-2022), le niveau relatif de la mer a augmenté à un rythme de $3,33 \pm 0,4$ mm par an, selon la moyenne mondiale. Dans l'Atlantique Sud et l'Atlantique Nord tropical, cela s'est produit à un taux de $3,53 \pm 0,0$ mm et $3,28 \pm 0,1$ mm par an respectivement. Dans les zones proches du golfe du Mexique, cela s'est produit à un taux de $3,48 \pm 0,1$ mm par an, tandis qu'autour de l'Amérique centrale et du sud des Caraïbes, il était de $3,23 \pm 0,1$ mm par an. Quant au versant Pacifique, le taux de changement était de $2,23 \pm 0,2$ mm par an.
- Selon les données du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR, 2022), 175 catastrophes se produiront en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours de la période 2020-2022⁶. Parmi ceux-ci, 88 % étaient dus à des causes météorologiques, climatologiques ou hydrologiques. À leur tour, ces catastrophes ont été la cause de 40 % des décès enregistrés dus aux catastrophes et de 71 % des pertes économiques.

6 Jusqu'en septembre 2022.

3.2. Protection juridique de l'environnement

- Selon les informations de l'Observatoire-I0 de la CEPALC⁷, seuls 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes disposent actuellement d'une législation nationale pour atténuer le changement climatique.
- Un événement important dans la protection des droits environnementaux a eu lieu en avril 2021, lorsque l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (Accord d'Escazu), est entré en vigueur.
- Ce traité international contraignant est un pionnier en matière de protection de l'environnement et le premier au monde à inclure des dispositions sur les défenseurs des droits de l'homme en matière d'environnement. Actuellement, l'Accord d'Escazú compte 13 États parties, où l'instrument est déjà pleinement en vigueur. À leur tour, 12 États l'ont signé, mais ne l'ont pas encore ratifié, et 9 États ne l'ont pas encore signé.

7 Voir: <https://observatoriop10.cepal.org/es>

4. Situation sociopolitique

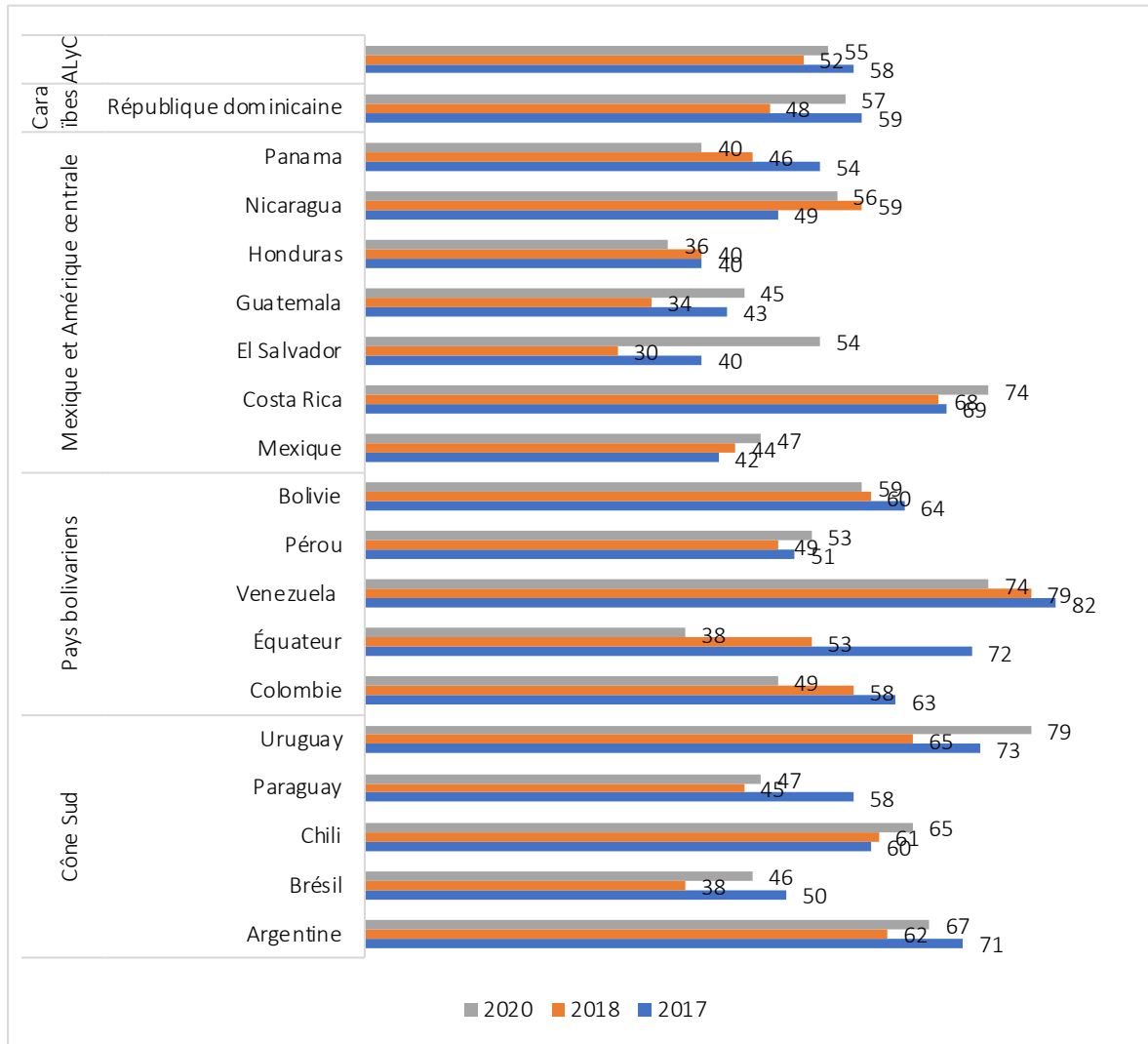
- Malgré la consolidation de la vie démocratique des pays d'Amérique latine, la pandémie a induit certaines tendances dans l'opinion publique. Bien que 6 Latino-américains et caribéens sur 10 estiment que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement (Latinobaromètre, 2021), ce soutien est resté stable au cours des 10 dernières années, sans revenir aux niveaux de la décennie 2000-2010, où ils étaient plus (LAPOP, 2021).
- En ce sens, en 2021, il a été enregistré que 57% des Latino-Américains étaient insatisfaits du fonctionnement de la démocratie. De même, la pandémie a contribué à intensifier les tendances au désaccord avec la démocratie – au-delà du fait que la plupart des gens la considèrent comme la meilleure forme de gouvernement –.
- En ce qui concerne la confiance dans l'État de droit, en 2021, seul un tiers des habitants de la région ont déclaré croire que leurs droits fondamentaux étaient protégés. Ce sont des données alarmantes, car elles impliquent une méfiance envers les institutions et un scepticisme à l'égard de la démocratie.
- Comme on a expliqué dans les sections précédentes, la région n'a pas été à l'abri des conséquences socio-économiques dévastatrices de la pandémie. En ces termes, en 2021, 60% des habitants de la région ont déclaré que leur situation économique s'était détériorée – ce qui signifie une augmentation de 20 points de pourcentage par rapport à 2018/19 –. Il ne faut pas perdre de vue que cette détérioration socio-économique contribue au mécontentement populaire à l'égard de la démocratie, principalement en termes de représentation, de polarisation et de conflit social.
- Une donnée frappante au niveau régional est le «vote punition» aux élections présidentielles tenues en 2020, 2021 et 2022, qui montre la traduction des conséquences socio-économiques de la pandémie au niveau électoral – bien qu'en 2019 cette tendance était déjà insinuée –. Lors des concours électoraux organisés en République dominicaine, en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua, au Pérou, au Honduras, au Chili, au Costa Rica, en Colombie et au Brésil, le parti au pouvoir a perdu les élections, donnant lieu à des alternances au pouvoir exécutif.
- On sait que la corruption est un phénomène assez répandu en Amérique latine et dans les Caraïbes, où les scandales liés à ce problème ont été de plus en plus fréquents au cours

de la dernière décennie. La perception de la corruption dans la région indique que près des deux tiers des citoyens latino-américains pensent que plus de la moitié ou tous les politiciens sont corrompus (LAPOP, 2021).

- D'autre part, divers processus politiques se sont récemment déclenchés dans la région, ce qui explique une escalade significative des conflits sociaux, accompagnée d'une crise de représentation et, dans certains cas, de niveaux plus élevés d'autoritarisme.
- Certains cas illustrent les processus politiques qui traversent actuellement la région. Le Pérou n'a pas réussi à surmonter la profonde crise institutionnelle qui s'éternise depuis une décennie et la destitution du président Castillo en décembre 2022 a déclenché une vague de protestations et de répression qui a coûté la vie à 47 personnes. Au Brésil, la société est fortement polarisée et les résultats des dernières élections ont été violemment remis en cause par des groupes radicaux qui, en plus d'appeler à une intervention militaire, ont violemment attaqué début 2023 le siège fédéral des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Par ailleurs, le Chili n'a pas encore trouvé le consensus nécessaire pour répondre aux exigences de l'éclatement social de 2019, puisque la proposition d'une nouvelle Constitution a été largement rejetée lors du plébiscite de septembre 2022. Au Nicaragua, le régime de Daniel Ortega reste au pouvoir, se réfugiant dans les élections de novembre 2022, que la communauté internationale considère comme hautement frauduleuses. En outre, l'année dernière a intensifié la persécution et l'emprisonnement des opposants, la censure des médias et la fermeture des organisations de la société civile.

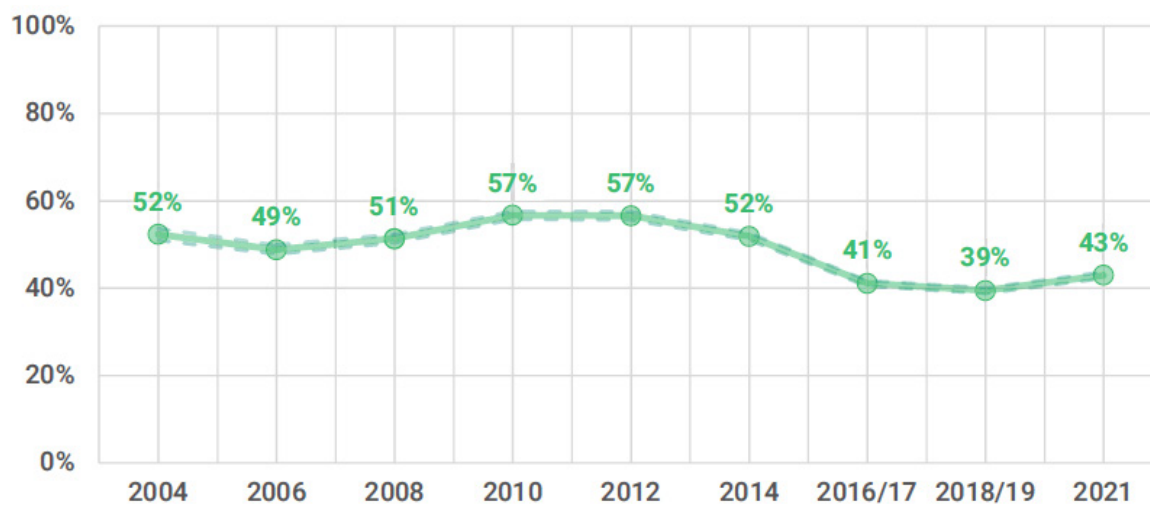
Graphique 9. Perception de la démocratie comme la meilleure forme de gouvernement. Pays d'Amérique latine et des Caraïbes, années 2017, 2018 et 2020.

En pourcentage de personnes qui croient que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement.



Source : Élaboration propre basée sur les données de CEPALSTAT (2022).
Les données téléchargées à partir de CEPALSTAT sont des tabulations spéciales des sondages d'opinion réalisés par la Latinobaromètre Corporation dans les pays respectifs.

Graphique 10. Satisfaction à l'égard de la démocratie. Amérique latine et Caraïbes, 2004-2021.
En pourcentage de personnes ayant déclaré être satisfaites de la démocratie.



Source : LAPOP (2022).

5. Situation économique, sociale, environnementale et sociopolitique dans les sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes

5.1. Cône Sud

- Malgré le fait que les pays du Cône Sud enregistrent les meilleurs niveaux de qualité de vie de la région – à l'exception du Paraguay –, la pandémie a approfondi et aggravé certains problèmes, comme la difficulté de réduire la pauvreté et les inégalités. À son tour, malgré des systèmes de santé de qualité relative par rapport au reste de la région, la pandémie a fait des ravages dans cette sous-région, en particulier au Brésil, l'un des pays où les niveaux d'infections et de décès sont les plus élevés au monde.

Situation économique

- Selon CEPALC (2022a), dans les pays du Cône Sud – sans compter l'Argentine en raison de son inflation chronique (avec une hausse de 95%) – jusqu'en décembre 2022 on observe une variation moyenne régionale de 11,3% de l'IPC par rapport à la même période de l'année précédente, l'Uruguay étant le pays qui a subi le moins de hausses (9,3%), suivi du Paraguay (11,5%), du Brésil (11,9%) et du Chili (12,5%).
- Cette sous-région enregistre la croissance moyenne la plus faible de la région, avec 4,2% (1^{er} trimestre 2022). L'Uruguay est en tête de la croissance de la sous-région avec un taux de variation de 8,3%, suivi du Chili avec 7,2% et de l'Argentine avec un taux de 6%. Avec une différence notable se situent le Brésil avec un taux de 1,7% et le Paraguay avec une variation négative de son PIB de -2%.
- Le Cône Sud est la deuxième sous-région – après les Caraïbes – avec les niveaux d'endettement les plus élevés (57,5% du PIB régional). L'Argentine a une dette équivalente à 80% de son PIB, suivie du Brésil avec 78,5%. Plus loin se trouve l'Uruguay avec une

dette de 62% de son PIB, bien qu'il ait été le seul pays de la région qui de 2021 à 2022 a augmenté sa dette. Les pourcentages les plus bas sont ceux du Chili avec 35,8% et du Paraguay avec 31,1%.

- La deuxième sous-région la plus favorisée par le contexte international dans ses termes de l'échange – après les Pays bolivariens – est le Cône Sud, avec un TE de 111,2 (2e trimestre 2022). En tête se trouve le Brésil avec un TE de 129, suivi de l'Argentine et du Chili, tous deux avec un TE de 112. À la dernière place se trouvent le Paraguay (TE 108.9) et l'Uruguay (TE 93.7).

Situation sociale

- En considérant les estimations de la pauvreté préparées par la CEPALC (2022c) pour 2021, on enregistre que 8,3% des personnes étaient en situation d'extrême pauvreté au Brésil, 6% au Paraguay, 3,7% en Argentine, 3,1% au Chili et moins 1% en Uruguay. Selon ces mêmes estimations, l'Argentine est le pays de la sous-région avec le pourcentage le plus élevé de pauvreté totale (27,3%), suivi du Brésil (24,3%), du Paraguay (20,9%), du Chili (10,8%) et de l'Uruguay (4,8%). En 2021, la pauvreté des enfants (enfants et adolescents de 0 à 17 ans) était de 42 % en Argentine, 39 % au Brésil, 28 % au Paraguay, 20 % au Chili et 10 % en Uruguay (CEPALC, 2022c).
- En prenant les données du SEDLAC⁸ comme référence, on constate qu'en 2021 le chômage a touché plus intensément le Brésil et le Chili (respectivement 14 % et 13,2 %). L'Argentine et l'Uruguay avaient des taux de chômage d'environ 8 % et au Paraguay, le chômage s'élevait à 6 %. Selon l'OIT (2022b), l'informalité du travail au cours du premier trimestre 2022 était de 63,6 % au Paraguay, 44,5 % en Argentine, 38,3 % au Brésil, 26,3 % au Chili et 19 % en Uruguay.
- En 2021, l'Argentine et le Brésil avaient des investissements dans la protection sociale supérieures à 70 % des dépenses publiques totales, tandis qu'au Chili, cela représentait 55,3 % des dépenses publiques totales, en Uruguay 45 % et au Paraguay 35 % (CEPALC, 2022c).
- L'Uruguay se distingue car, en plus d'être l'un des pays où la mortalité infantile est la plus faible, il a atteint en 2022 5,8 décès pour 1 000 naissances vivantes – la valeur la plus élevée des 4 dernières années –. Il convient de mentionner que le Paraguay – le pays avec

8 SEDLAC (CEDLAS et Banque mondiale), accédé dans janvier 2023 : <https://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar/wp/estadisticas/sedlac/>

la mortalité infantile la plus élevée du Cône Sud – a enregistré le même taux en 2019 et 2022 (16,4), malgré une amélioration entre 2020-2021⁹.

- En ce qui concerne les données sur la pandémie de COVID-19¹⁰, les informations du Brésil se démarquent, avec 34,4 millions de cas confirmés et 690 000 décès, ce qui en fait le pays le plus touché d'Amérique latine et des Caraïbes en termes d'infections et de mortalité. L'Argentine cumule 9,7 millions d'infections et 130 000 décès, tandis que le Chili compte 4,9 millions de cas et 62 000 décès. L'Uruguay et le Paraguay n'ont pas dépassé le million d'infections. Alors que le premier accumule 7,5 mille décès, le second double presque ce montant, atteignant 19,6 mille.
- Le Chili se positionne comme le pays avec le plus grand nombre de vaccins¹¹ contre le COVID-19 appliqués pour 100 habitants dans la sous-région – atteignant près de 3 doses par personne –. Ils sont suivis par l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil avec 2,5 vaccins appliqués par personne. Au Paraguay, la vaccination n'a pas encore atteint 1,5 vaccins par personne.

Situation environnementale

- Parmi les phénomènes climatiques extrêmes, on peut citer la méga-sécheresse dans la zone centrale du Chili – qui s'est poursuivie en 2021, atteignant 13 années consécutives, étant la plus longue de la région –. En outre, dans le bassin du Paraná-Plata, les dommages causés à l'agriculture par la pire sécheresse depuis 1994 ont considérablement réduit les récoltes de soja et de maïs. Dans le Cône Sud, les sécheresses ont provoqué une baisse de 2,6 % de la récolte céréalière 2020-2021 par rapport à la saison précédente (WMO, 2022).
- Selon l'INPE¹², la situation de la déforestation dans la forêt amazonienne au Brésil sur la période 2021-2022 montre une diminution de 11% de l'exploitation forestière illégale – la première période avec des données encourageantes après une décennie d'augmentation soutenue de la déforestation –. Cependant, dans l'absolu, cela signifie que la plus grande forêt tropicale du monde a perdu 11 568 kilomètres carrés d'arbres à cause de l'exploitation illégale entre août 2021 et juillet 2022. Il ne faut pas oublier non plus qu'au-delà de cette baisse récente de l'exploitation illégale, l'année 2021 a été la pire en 15 ans puisque plus de 13 000 kilomètres carrés de surface d'arbres ont disparu.

9 CEPALSTAT Bases de données et publications statistiques. Accédé dans novembre 2022 : <https://statistics.cepal.org/portal/cepalstat/index.html>

10 OMS Coronavirus (COVID-19) Dashboard. Accédé dans décembre 2022 : <https://covid19.who.int/>

11 Our World in Data COVID-19 dataset. Accédé dans décembre 2022 : <https://ourworldindata.org/coronavirus>

12 INPE. Accédé dans décembre 2022 : <http://www.obt.inpe.br/OBT/assuntos/programas/amazonia/prodes>

Situation sociopolitique

- Selon la dernière mesure de l'*Indice de démocratie* (EIU, 2022), l'Uruguay est l'un des pays les plus performants au monde, se qualifiant – avec le Costa Rica – comme une démocratie à part entière. Pour leur part, le Chili, l'Argentine et le Brésil sont considérés comme des pays aux démocraties déficientes, tandis que le Paraguay est considéré comme un régime hybride.
- Dans le Cône Sud, les cas de l'Argentine, du Brésil et du Chili se distinguent. Ces trois pays traversent différents processus politiques majeurs. En Argentine – plongée dans une grave crise économique depuis 2018 – la polarisation sociopolitique s'intensifie de plus en plus et le début d'une crise institutionnelle semble se profiler avec de multiples affrontements entre le parti au pouvoir et l'opposition, et entre l'exécutif et le système judiciaire. Au Brésil, la division que la société a subie au cours des 6 dernières années a conduit à un scénario de gouvernance difficile pour le président récemment élu Lula Da Silva, qui a dû faire face à des secteurs radicalisés qui refusent d'accepter les résultats électoraux et qui ont intensifié la violence au point d'envahir le siège de la Cour suprême, du Congrès et du pouvoir exécutif. Enfin, le Chili n'a pas encore réussi à répondre aux exigences de l'épidémie sociale de 2019, puisque le président Gabriel Boric – en plus de ne pas trouver le consensus nécessaire pour mener à bien l'agenda de réforme sociale réclamé par le peuple chilien – a la délicate tâche de promouvoir de nouveaux accords pour l'élaboration d'un projet constitutionnel alternatif après le rejet majoritaire du texte soumis à plébiscite en septembre 2022.

5.2. Pays bolivariens

- De manière générale, ce groupe de pays a bénéficié de la hausse des prix des matières premières énergétiques, puisqu'ils sont exportateurs d'énergie. Néanmoins, les effets récessifs de la pandémie ont eu un impact direct sur leurs économies informelles, avec une forte perte de pouvoir d'achat et une augmentation des taux de pauvreté.
- La situation humanitaire au Venezuela a motivé des millions de personnes à migrer vers des pays comme la Colombie, le Pérou et l'Équateur. Dans un contexte de reprise difficile, la région a encore un grand défi concernant l'intégration des migrants vénézuéliens dans leurs systèmes socio-économiques, car une grande partie de ces flux ont été irréguliers.

Situation économique

- En ce qui concerne les Pays bolivariens, il y a eu une hausse de 6,3% des prix régionaux (à l'exclusion du Venezuela de la moyenne, dont l'inflation a été de 157,2% au cours de la période analysée). La Bolivie a enregistré une variation de 1,8 % en glissement annuel tandis que la Colombie a atteint 9,7 % et le Pérou 8,8 %. L'Équateur a enregistré une variation intermédiaire de 4,2 % (CEPALC, 2022a).
- Les Pays bolivariens ont un taux de variation du PIB de 9,8 points (1er trimestre 2022), qui est le plus élevé de la région. La performance de la Bolivie se démarque avec une augmentation de 23,1 points. Les informations disponibles pour les Pays bolivariens indiquent que la Colombie a une dette équivalente à 55,2 % de son PIB, tandis que la dette de l'Équateur atteint 59 % de son PIB.
- Les Termes de Échange (TE) les plus favorables au cours du deuxième trimestre 2022 ont été ceux perçus par les pays bolivariens – Pérou, Équateur et Bolivie – (114,5). En effet, ces pays sont exportateurs d'énergie, qui est affectée par des augmentations considérables de sa valeur. C'est évident dans le résultat informatique de la Bolivie, fixé à 132,9, suivi de l'Équateur (106,8) et du Pérou (103,8).

Situation sociale

- Les niveaux d'indigence en 2021 dans cette sous-région ont atteint 15 % en Colombie, 9,9 % en Bolivie, 7,6 % en Équateur et 4,1 % au Pérou. L'incidence de la pauvreté totale a atteint plus de 35 % de la population colombienne, près d'un tiers de la population bolivienne et équatorienne et environ 20 % de la population péruvienne (CEPALC, 2022c). Dans cette sous-région, en 2021, la pauvreté infantile atteignait 50 % des enfants et adolescents en Colombie, environ 40 % en Équateur et en Bolivie, et 28 % au Pérou.
- Concernant le chômage¹³, des chiffres entre 4% et 6% sont observés en Équateur, au Pérou et en Bolivie, atteignant plus de 15% en Colombie. Selon les informations disponibles d'ILOSTAT¹⁴, l'informalité du travail aurait atteint 68,4% au Pérou, 68,6% en Équateur et 63,2% en Colombie.

13 SEDLAC (CEDLAS et Banque Mondiale), accédé dans janvier 2023 : <https://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar/wp/estadisticas/sedlac/>

14 ILOSTAT, accédé dans janvier 2023 (sur la base d'enquêtes nationales) : https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer31/?lang=es&segment=indicator&id=SDG_0831_SEX_ECO_RT_A

- Quant à la protection sociale en 2021, alors que la Colombie, l'Équateur et la Bolivie allouaient entre 37% et 46% de leurs dépenses publiques à ces fins, au Pérou cela représentait 30% des dépenses publiques totales.
- Les Pays bolivariens ont réussi à réduire les taux de mortalité infantile au cours des 4 dernières années. En 2022, le Pérou, l'Équateur et la Colombie ont enregistré des taux de mortalité qui oscillaient entre 9,7 et 10,9, tandis que le Venezuela a un taux de 14,8 décès pour 1 000 naissances. En revanche, en Bolivie, ce taux atteint 24,9 décès pour 1 000 naissances. Cependant, c'est le pays de la sous-région avec le taux de réduction de la mortalité infantile le plus élevé entre 2019-2022 (CEPALSTAT, 2022).
- La progression de la pandémie de COVID-19 montre que la Colombie a le plus grand nombre de cas cumulés de la sous-région, avec 6,3 millions. Il est suivi par le Pérou avec 4,3 millions, et la Bolivie et l'Équateur avec environ un million de cas chacun. En revanche, le Venezuela a signalé 500 000 infections. En ce qui concerne le nombre de décès, le Pérou se classe au 3e rang en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec 217 500 décès. La Colombie enregistre 141,9 mille décès, tandis que l'Équateur et la Bolivie 35,9 mille et 22,2 mille respectivement.
- Les campagnes de vaccination de ces 4 pays montrent des différences significatives. Alors que le Pérou a appliqué plus de 2,5 vaccins par personne, l'Équateur a légèrement dépassé 2 vaccins par personne. En Colombie, moins de 2 vaccins par personne ont été appliqués. En Bolivie et au Venezuela, il y avait moins de 150 doses pour 100 habitants.

Situation environnementale

- Bien que l'Amazonie occupe une grande partie du Brésil, les territoires des Pays bolivariens constituent également la plus grande forêt tropicale du monde. Selon les données du WWF (2022), en 2021, le cinquième record historique le plus élevé de perte totale de forêts primaires a été atteint – en raison de la déforestation et des incendies –, avec une estimation de 2 millions d'hectares touchés. La Bolivie, le Pérou et la Colombie sont en tête – après le Brésil – de la perte de forêts primaires en 2021.
- L'ouragan Julia a touché près de 5 000 familles dans le nord de la Colombie et provoqué de graves glissements de terrain au Venezuela, où au moins 50 personnes sont mortes.

Situation sociopolitique

- Les données de l'*Indice de Démocratie* (EIU, 2022) montrent que le Pérou et la Colombie ont des démocraties médiocres, tandis que les systèmes politiques de la Bolivie et de l'Équateur sont qualifiés de régimes hybrides. D'autre part, le Venezuela est le pays avec la pire performance de la région, étant considéré comme un pays avec un régime autoritaire.
- Au Pérou, la perception la plus élevée de la corruption dans la région a été enregistrée, avec 88% des personnes considérant que la plupart des politiciens sont corrompus. Cette donnée n'est pas une coïncidence dans un pays qui traverse une profonde crise institutionnelle depuis quelques années, où la polarisation électorale et la fragmentation au Congrès se sont achevés sur une grave crise de gouvernance qui a conduit à l'investiture de 7 présidents au cours des 10 dernières années. Cette situation a entraîné ces derniers mois un bouleversement social inquiétant, puisqu'après la destitution du président Castillo en décembre 2022, des manifestations massives et des affrontements violents ont éclaté qui, à ce jour, ont fait 47 morts¹⁵. La Commission interaméricaine des droits de l'homme s'est récemment rendue au Pérou pour constater la situation préoccupante des droits de l'homme dans ce contexte¹⁶.
- D'autre part, la Colombie est confrontée à de grands défis sociopolitiques dans le contexte de la première prise en charge d'un gouvernement de gauche dans le pays, après la victoire de Gustavo Petro aux élections de juin 2022. Le nouveau gouvernement devra faire face aux problèmes structurels du pays, tels que la pauvreté, l'informalité du travail et la continuité de l'accord de paix avec la guérilla, en même temps qu'il doit trouver un consensus et des outils pour mener à bien un programme de réformes progressistes, dans le but de tenir les promesses électorales.
- Au Venezuela, la pandémie n'a fait qu'aggraver la crise humanitaire qui sévissait déjà dans le pays, ainsi que les violations systématiques des droits de l'homme que de multiples organisations internationales ont dénoncées ces dernières années. Malgré cela, 2023 pourrait être une année charnière pour la situation de ce pays bolivarien, puisque la guerre entre l'Ukraine et la Russie a réorganisé les rapports de force dans le monde avec de profondes conséquences pour le commerce. Pour cette raison, cela pourrait conduire à une recomposition progressive des relations entre le Venezuela et les États-Unis. De même, la figure de Guaidó en tant que président par intérim a perdu sa légitimité, donnant à l'opposition vénézuélienne une chance d'organiser une nouvelle feuille de route basée

15 The New York Times en espagnol, 10 janvier 2023. [Voir](#).

16 Página 12, 13 janvier 2023. [Voir](#).

sur les élections de 2024. Ces facteurs, tant internes qu'externes, pourraient donner lieu à une nouvelle étape de dialogue dans le pays en vue d'instaurer une nouvelle coexistence démocratique et une relance institutionnelle.

5.3. Mexique et Amérique centrale

- Il est important de garder à l'esprit que les économies d'Amérique centrale sont étroitement liées au rythme d'expansion et de contraction des États-Unis, étant plus susceptibles de subir des perturbations en fonction du fonctionnement de l'économie nord-américaine.
- D'autre part, la pauvreté persistante et l'informalité du travail sont préoccupantes, ainsi que les faibles niveaux de développement humain – principalement dus aux carences en matière d'éducation et d'accès aux services de base –. Ces facteurs, associés à de graves problèmes de sécurité marqués par le trafic de drogue et le crime organisé, font que cette région continue de concentrer les plus grands flux de migration irrégulière vers les États-Unis.

Situation économique

- Pour le premier semestre 2022, en Amérique centrale le taux de croissance du PIB a été de 5,8 points (1er trimestre 2022), se distinguant par sa croissance Panama avec un taux de variation du PIB de 13,6 points. À son tour, une inflation régionale de 8,4 % a été perçue en juin 2022, le Panama étant le pays le moins touché avec une augmentation de 5,2 % de son IPC. Le Honduras, le Nicaragua et le Costa Rica ont enregistré des augmentations d'environ 10 %. Au Mexique, l'inflation a atteint 8%, tandis que les valeurs intermédiaires sont le Salvador (7,8%) et le Guatemala (7,6%).
- La dette moyenne de la sous-région atteint 50,5% du PIB régional. Néanmoins, le Costa Rica et le Panama ont des valeurs d'endettement plus élevées, avec respectivement 69,9 % et 60,7 %. Le Honduras et le Salvador présentent tous deux une dette équivalente à 55 % de leur PIB. Pour sa part, le Nicaragua acquiert une valeur de 43,7% du PIB et le Mexique de 38,6%. Le Guatemala est le pays avec la plus faible proportion de dette, soit 29,6% de son PIB.
- La situation actuelle rend les conditions du commerce international plus défavorables pour cette sous-région. Les TE pour la sous-région sont de 67,2 (2e trimestre 2022) bien qu'il existe un écart important entre les pays qui la composent. Alors que les TE du Mexique

et du Costa Rica sont respectivement de 96,2 et 81,1, dans le cas du Guatemala, leur TE chute à 49 et dans le cas du Salvador à 42,5.

Situation sociale

- Les estimations les plus récentes de la CEPALC (2022c) indiquent que l'extrême pauvreté est de 9,2 % au Mexique, 8,3 % au Salvador, 5,7 % au Panama et 3,7 % au Costa Rica. D'autre part, les estimations de la pauvreté totale montrent que 37,4 % de la population est pauvre au Mexique, 30,7 % au Salvador, 17,3 % au Panama et 15,6 % au Costa Rica.
- Les données de 2021 soulignent que le Honduras était le pays avec le pourcentage le plus élevé d'enfants et d'adolescents pauvres d'Amérique latine et des Caraïbes, avec 62 %. Au Mexique, 51 % des enfants étaient pauvres, tandis qu'au Salvador, ce pourcentage était de 42 %. En revanche, le Costa Rica et le Panama avaient des niveaux de pauvreté des enfants inférieurs à 30 % (CEPALC, 2022c).
- En ce qui concerne le chômage dans cette sous-région, il est tenu compte du fait que, selon SEDLAC¹⁷, le Costa Rica et le Panama ont enregistré des taux supérieurs à 10 %, tandis qu'au Mexique et au Salvador, ils étaient inférieurs à 5 %. Les informations disponibles auprès d'ILOSTAT¹⁸ montrent, pour 2021, des niveaux d'informalité de 69 % au Salvador, 57,1 % au Mexique, 55,7 % au Panama et 40,8 % au Costa Rica.
- Par rapport aux pays des autres sous-régions, les pays d'Amérique centrale ont de faibles pourcentages de dépenses de protection sociale par rapport à leurs dépenses publiques totales. Le Mexique se distingue, avec le pourcentage le plus élevé de dépenses de protection sociale (44,3%), ainsi que le Salvador (36,4%) et le Costa Rica (35%).
- En Amérique centrale, le Guatemala a le taux de mortalité infantile le plus élevé, qui a atteint 19,8 en 2022, dépassant les valeurs de 2020 et 2021. Le Costa Rica a également légèrement augmenté son taux de mortalité infantile en 2022 par rapport à 2021.
- Les informations liées à l'évolution de la pandémie montrent que le Mexique accumule 7,1 millions de contagions et 330,6 mille décès (il se classe au 2e rang pour le nombre de décès au niveau régional). Au Costa Rica, au Panama et au Guatemala, les contagions

17 SEDLAC (CEDLAS et Banque Mondiale), accédé dans janvier 2023 : <https://www.cedlas.econo.unlp.edu.ar/wp/estadisticas/sedlac/>

18 ILOSTAT, accédé dans janvier 2023 (sur la base d'enquêtes nationales) : https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer31/?lang=es&segment=indicator&id=SDG_0831_SEX_ECO_RT_A

dépassent le million. Au Salvador, les cas confirmés atteignent 200 000, tandis qu'au Belize et au Nicaragua, il y en a moins de 6 000.

- À l'exception du Mexique, le Guatemala est le pays d'Amérique centrale avec le plus de décès dus au COVID-19, avec 19,9 mille décès. Il est suivi par le Honduras, le Costa Rica et le Panama, avec respectivement 9 000, 11 000 et 500 800 décès.
- En observant le nombre de doses de vaccins appliqués dans cette sous-région, on peut citer deux groupes de pays : ceux qui ont appliqué moins de 150 vaccins pour 100 habitants (Belize et Guatemala) et ceux qui ont appliqué moins de 200 vaccins pour 100 habitants (Panama, le Salvador, Mexique, Nicaragua et Honduras). Seul le Costa Rica a dépassé les 200 vaccins appliqués pour 100 habitants.
- En termes de migration, on ne peut perdre de vue la situation complexe des dernières années en ce qui concerne les personnes migrant de et à travers l'Amérique centrale pour atteindre l'Amérique du Nord. L'OIM (2022) met en avant l'insécurité économique, la violence, la criminalité et les effets du changement climatique comme les principaux facteurs qui déclenchent ces mouvements extrarégionaux. Le phénomène des « caravanes » de migrants a augmenté depuis 2018 et comprend de plus en plus de familles avec enfants.
- On estime qu'en 2020, il y avait 900 000 personnes déplacées au Honduras, au Guatemala et au Salvador – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs territoires –. Sur ce total, plus d'un demi-million de personnes ont effectué des voyages transfrontaliers et 70 % se sont rendus aux États-Unis (OIM, 2022). Les premières données pour 2021 ont montré la gravité de ces déplacements par rapport aux enfants, puisque sur les 226 000 migrants du Honduras, du Guatemala et du Salvador arrivés à la frontière avec les États-Unis au cours du premier semestre, on estime que quelque 34 000 étaient des mineurs non accompagnés.

Situation environnementale

- L'ouragan Julia a fortement touché l'Amérique centrale, provoquant au moins 28 morts dans la sous-région, où il a déclenché d'importantes inondations après son passage par voie terrestre¹⁹.
- Les anomalies pluviométriques de 2021 ont particulièrement touché l'Amérique centrale : dans le centre du Mexique, les précipitations ont été supérieures à la normale de 60 %,

19 DW en espagnol, 12 octobre 2022. Voir.

tandis qu'au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, les anomalies pluviométriques ont été inférieures de 20 % à 50 % à la normale (OMM, 2022).

Situation sociopolitique

- L'évaluation des systèmes politiques d'Amérique centrale est assez hétérogène. Alors que le Costa Rica est considéré comme une démocratie à part entière – avec une bonne position dans le classement mondial –, le Nicaragua est considéré comme un pays sous un régime autoritaire. Aux niveaux intermédiaires, le Mexique, le Salvador et le Honduras ont été qualifiés de régimes hybrides (EIU, 2022).
- Dans cette sous-région, la situation des droits de l'homme au Nicaragua est alarmante, marquée par des restrictions croissantes à la liberté d'expression, des arrestations arbitraires et le harcèlement des opposants. On estime que 3 000 ONG nationales et internationales ont été interdites dans le pays, et en même temps, 26 médias nationaux et 3 médias internationaux ont été censurés. De plus, en 2022, les persécutions politiques dans ce pays ont atteint les membres de l'Église catholique, laïcs et membres du clergé, qui ont été considérés comme des opposants au régime. La perpétuité de Daniel Ortega au pouvoir a suscité un rejet quasi unanime de la part de la communauté et des organisations internationales de défense des droits de l'homme, qui considèrent que les élections tenues en novembre 2021 n'ont été ni équitables ni libres²⁰.
- Au Salvador, le président Nayib Bukele a demandé pour la dixième fois la prolongation de l'état d'urgence dans le pays²¹, sous prétexte de continuer à lutter contre les gangs et le crime organisé. De multiples organisations de défense des droits humains, tant nationales qu'internationales, se sont prononcées contre la suspension des garanties constitutionnelles pendant ce régime d'exception et mettent en garde contre la possible consolidation d'un régime autoritaire dans ce pays d'Amérique centrale. À leur tour, diverses anomalies institutionnelles dans la gestion de Bukele ont été décrites par la CIDH comme des violations de l'indépendance des pouvoirs.
- Au Mexique, le mandat de quatre ans du président Andrés Manuel López Obrador s'est accompli, qui a déjà à l'ordre du jour les élections de 2024 et la réélection de son parti, Morena. Dans ce contexte, le président - que beaucoup considèrent comme un populiste - a organisé une marche de soutien à son gouvernement qui s'est avérée massive.

20 Profil, 17 décembre 2022. [Voir](#).

21 Infobae, 11 janvier 2023. [Voir](#).

Cependant, la situation au Mexique est loin d'être favorable : les niveaux de violence sont plus élevés, les scandales de corruption ont atteint la famille du président et les perspectives de croissance économique pour 2023 sont inférieures à celles de 2022²².

- En 2022, le Honduras a entamé une étape de changement politique, marquée par le virage à gauche et la victoire électorale de Xiomara Castro, la première femme à gouverner le pays. Le nouveau gouvernement du Honduras devra faire face à une tradition d'instabilité politique, d'autoritarisme et de problèmes sociaux persistants entraînés par la pauvreté, la faim et les inégalités.

5.4. Caraïbes

- La sous-région des Caraïbes est plus exposée à l'incertitude économique mondiale, en raison des caractéristiques de ses systèmes de production, essentiellement agricoles et dépendants de l'approvisionnement extérieur. En parallèle, cette sous-région souffre directement des inégalités dans l'approvisionnement en vaccins contre le COVID-19, ayant les taux de vaccination les plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes – à l'exception de Cuba –. On s'attend à ce que d'ici 2023, les niveaux de vaccination fixés comme objectifs par l'OMS soient atteints. Dans cette ligne, cela représente une grande opportunité pour la reprise économique, en particulier pour dynamiser le secteur du tourisme, qui est configuré comme un domaine clé pour la croissance économique et l'obtention de devises étrangères.
- Cet ensemble de pays est l'un des plus exposés aux conséquences du changement climatique et des événements extrêmes. La saison des ouragans de 2022 a provoqué des problèmes d'approvisionnement en énergie électrique et de graves dommages aux infrastructures civiles, qui restent déficientes à bien des égards.

Situation économique

- Les informations disponibles pour la Caraïbe selon la CEPALC (2022a) indiquent que le pays le moins touché par l'inflation est la Guyane avec une variation de 4,7% de son IPC, suivie de la République dominicaine avec 9,5% et du Suriname avec 55,1%.
- Les niveaux d'endettement dans les Caraïbes ont atteint en moyenne 70,8% du PIB, où le Suriname affiche des chiffres inquiétants en hausse (131,2%) en raison de la dévaluation de

22 The Washington Post, 5 décembre 2022. Voir.

sa monnaie. Derrière se trouve la République dominicaine avec 47,7 % et la Guyane avec 33,4 %, toutes deux avec des niveaux d'endettement inférieurs à ceux présentés en 2021.

Situation sociale

- Les informations disponibles pour la République dominicaine montrent qu'en 2021, l'indigence touchait 5,2 % de la population et la pauvreté totale 22,5 % (CEPALC, 2022c). D'autre part, le chômage dans ce pays était de 7,3 %. Dans le cas de l'économie informelle, ILOSTAT²³ montre qu'en 2021, la Jamaïque comptait 58 % d'informalité du travail, la République dominicaine 57,3 % et Sainte-Lucie 32,5 %.
- Les pourcentages des dépenses de protection sociale par rapport aux dépenses publiques totales sont dissemblables dans cette sous-région : alors qu'à Cuba cela représente 70% des dépenses publiques totales, en Haïti cela dépasse à peine 10%.
- Des pays comme le Belize, la Guyane, la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname, Trinité-et-Tobago et Sainte-Lucie ont légèrement augmenté leurs taux de mortalité infantile en 2022 par rapport à 2019 (CEPALSTAT, 2022). Deux cas extrêmes sont exposés dans cette sous-région : alors que Cuba a le taux de mortalité infantile le plus bas d'Amérique latine et des Caraïbes (4 décès pour 1 000 naissances vivantes), Haïti a le plus élevé (43,4).
- Les données sur l'avancée du coronavirus dans les Caraïbes indiquent que Cuba est le pays avec le plus de contagions, dépassant le million, suivi de la République dominicaine, avec 0,6 million. La Barbade, Trinité-et-Tobago et la Jamaïque comptent environ 100 000 cas cumulés. Les Bahamas, Haïti, la Guyane et le Suriname cumulent entre 30 000 et 80 000 infections. Enfin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Antigua-et-Barbuda, Grenade, la Dominique et Saint-Kitts-et-Nevis ne dépassent pas les 10 000 contagions.
- Dans le nombre de personnes décédées à cause de la COVID-19, Cuba se classe au premier rang dans les Caraïbes, avec 8 000 décès. La République dominicaine, Trinité-et-Tobago et la Jamaïque comptent entre 3 000 et 5 000 décès cumulés. Alors que la Guyane et le Suriname comptent environ un millier de morts, le reste des pays des Caraïbes ne dépasse pas ce nombre.

23 ILOSTAT, accédé en janvier 2023 (sur la base d'enquêtes nationales) : https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer31/?lang=es&segment=indicator&id=SDG_083I_SEX_ECO_RT_A

- Dans cette sous-région, il a été observé le plus faible nombre de vaccins contre la COVID-19 appliqués pour 100 habitants. Tous les pays ont appliqué moins de 150 vaccins pour 100 habitants sauf deux exceptions : d'une part, Cuba, qui a appliqué plus de 350 doses pour 100 habitants (c'est le pays qui a appliqué le plus de vaccins pour 100 habitants dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes), et d'autre part, Haïti, qui a le plus petit nombre de vaccins appliqués dans toute la région (seulement 4 doses pour 100 habitants).

Situation environnementale

- La saison des ouragans de 2022 a été l'une des plus intenses jamais enregistrées pour les tempêtes dans la région. En particulier, les ouragans Fiona, Ian et Julia ont eu des effets dévastateurs dans les Caraïbes. Le gouvernement de la République dominicaine a estimé que 2 497 maisons avaient été touchées et 12 485 avaient été déplacées vers des zones sûres, après le passage de l'ouragan Fiona.
- Quant à la prestation de services, 709 272 personnes se sont retrouvées sans électricité et 1 151 384 personnes ont vu leur accès à l'eau potable affecté. Des inondations catastrophiques, des glissements de terrain et des pannes de courant généralisées ont été signalés à Porto Rico à la suite de cet ouragan²⁴. En revanche, l'ouragan Ian a touché Cuba avec une intensité particulière, provoquant de graves dégâts matériels et une coupure totale de l'alimentation électrique de l'île²⁵.
- Dans le cas des Caraïbes, on enregistre un manque général de législation pour l'atténuation du changement climatique²⁶, puisque les pays suivants ne disposent pas de ce type d'outil juridique : Venezuela, Suriname, Guyane, Trinité-et-Tobago, Cuba, Jamaïque, Haïti, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Barbade, Antigua-et-Barbuda et Saint-Kitts-et-Nevis.

Situation sociopolitique

- Cette sous-région présente également une image hétérogène quant à la qualité de ses systèmes politiques. Les pires performances sont celles observées à Cuba et en Haïti, considérés respectivement comme un régime autoritaire et hybride, respectivement.

24 CNN en espagnol, 20 septembre 2022. Voir.

25 BBC News Mundo, 28 septembre 2022. Voir.

26 Voir : <https://observatoriop10.cepal.org/es>

D'autre part, des pays comme la Jamaïque et Trinité-et-Tobago ont obtenu des qualifications qui les positionnent comme des démocraties déficientes (EIU, 2022).

- Récemment, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a déclaré qu'Haïti se trouve dans la pire situation humanitaire et des droits de l'homme depuis des décennies²⁷. Les événements en Haïti ont entraîné une vague de violence lorsque les manifestations contre le président Jovenel Moïse ont commencé en 2019. Les faits sont devenus de plus en plus complexes depuis l'assassinat du président en 2021. Depuis lors, les problèmes de sécurité et la crise institutionnelle se sont aggravés²⁸. Un nouvel assaut de l'inflation, la dévaluation de la monnaie et la hausse des prix du carburant n'ont fait qu'accroître les émeutes, les pillages, les manifestations et les affrontements entre bandes armées, conduisant même le Premier ministre, Ariel Henry, à demander une aide internationale pour contrôler la situation. Les élections présidentielles et législatives et le référendum constitutionnel qui étaient prévus en Haïti pour septembre 2021 sont toujours reportés.

27 [Haïti: La comunidad internacional debe actuar ya para evitar una tragedia, según Türk](#). Communiqué de presse du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 3 novembre 2022.

28 Página 12, 18 octobre 2022. [Voir](#).

6. Références

- Banque Interaméricaine de Développement [BID] (2022). *Vieillir en Amérique latine et dans les Caraïbes : protection sociale et qualité de vie des personnes âgées*. Washington DC. : BID.
- Banque Interaméricaine de Développement [BID] et Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE] (2021). *Flux migratoires en Amérique latine et dans les Caraïbes : statistiques sur les permis de migrants*.
- Banque Mondiale (2023). *Global Economic Prospects*. Washington DC. : Banque Mondiale.
- (2022). *Poverty and Shared Prosperity 2022: Correcting Course*. Washington DC. : Banque Mondiale.
- Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CEPALC] (2022a). *Étude économique de l'Amérique latine et des Caraïbes*. Santiago : CEPALC.
- (2022b). *Répercussions en Amérique latine et dans les Caraïbes de la guerre en Ukraine : comment faire face à cette nouvelle crise ?* Santiago : CEPALC.
- (2022c). *Panorama social de l'Amérique latine et des Caraïbes. La transformation de l'éducation comme base du développement durable*. Santiago : CEPALC.
- (2022d). *Accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes*. (LC/PUB.2018/8/Rev.1). Santiago : CEPALC.
- (2021). *Le paradoxe de la reprise en Amérique latine et dans les Caraïbes. Une croissance avec des problèmes structurels persistants : inégalités, pauvreté, faible investissement et faible productivité*. Santiago : CEPALC.
- Economist Intelligence Unit (2022). *Democracy Index 2021. The China challenge*. Londres : EIU.
- Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF] (2021). *Tracking the situation of children during COVID-19*. Nueva York : UNICEF.
- et OIT (2021). *Travail des enfants : estimations mondiales 2020, tendances et voie à suivre*. Genève et New York : OIT et UNICEF.
- Fond monétaire international [FMI] (2022). *Perspectives de l'économie mondiale : faire face à la crise du coût de la vie*. Washington DC. : FMI.
- Latinobaromètre (2021). *Rapport 2021. Au revoir à Macondo*. Santiago : Société Latinobaromètre.

- Lupu, Noam, Mariana Rodríguez et Elizabeth J. Zechmeister (Eds.) (2021). *Le pouls de la démocratie*. Nashville, TN : LAPOP.
- Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe [UNDRR] (2022). *Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe 2022. Notre monde en péril : transformer la gouvernance pour un avenir résilient*. Genève : UNDRR.
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO], FIDA, OMS, PMA et UNICEF. (2022). *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022. Adapter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables*. Rome : FAO
- Organisation internationale du travail [OIT] (2021). *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022. La protection sociale à la croisée des chemins : à la recherche d'un avenir meilleur*. Genève : OIT.
- (2022a). *Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde. Tendances 2022*. Genève : OIT.
- (2022b). "Une faible croissance et une crise mondiale ralentissent la reprise de l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes". Note technique, 1 septembre 2022.
- Organisation internationale de la migration (2021). *Rapport sur la migration dans le monde 2022*. Genève : OIM.
- Organisation météorologique mondiale [OMM] (2022). *État du climat en Amérique latine et dans les Caraïbes 2021*. Genève : OMM.
- Organisation de commerce mondial [OMC] (2022). "Russia-Ukraine conflict puts fragile global trade recovery at risk". Communiqué de presse, Press/902, 12 de abril. Récupéré de : https://www.wto.org/english/news_e/pres22_e/pr902_e.htm
- Organisation panaméricaine de la santé [OPS] (2021). *COVID-19 and comorbidities in the Americas. Hands-on tool to estimate the population at increased and high risk of severe COVID-19 due to underlying health conditions for the Americas*. Washington : OPS
- (2022). *Santé dans les Amériques 2022. Panorama de la Région des Amériques dans le contexte de la pandémie de COVID-19*. Washington : OPS
- Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD] (2022). *Rapport sur le développement humain 2021/2022*. New York : PNUD.
- Sahd, J., Zovatto, D. et Rojas, D. (Eds.) (2023). *Risque politique en Amérique latine 2023*. Santiago, Chili : CEI UC.
- Vaca-Trigo, I. et M. Valenzuela (2022). "Numérisation des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes : action urgente pour une reprise transformatrice dans l'égalité", Documents de projet (LC/TS.2022/79). Santiago : CEPALC.
- World Wide Fund for Nature Inc. [WWF] (2022). *Rapport Amazon vivant 2022*. Quito : WWF.

